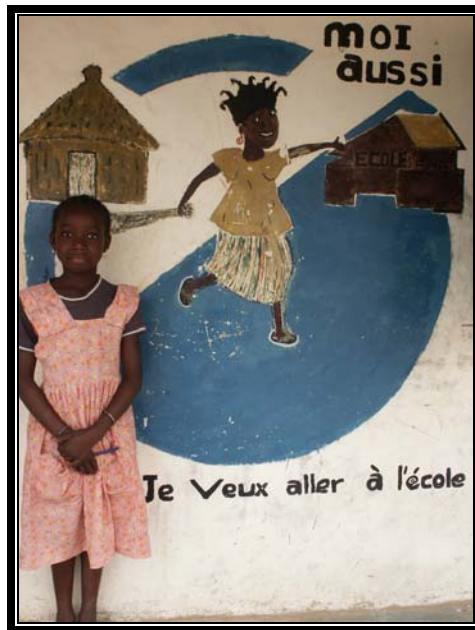


Evaluation IEFA Sénégal – Etude complémentaire



L'EDUCATION DES FILLES DANS LA 2^e PHASE DU PDEF

***Aller vers les poches de résistance
en mobilisant des ressources locales latentes***

Etude réalisée par
Boubacar Niane
E-mail : bniane@refer.sn

Dakar, septembre 2004

Sommaire

Sigles utilisés.....	3
Avant-propos.....	4
Résumé exécutif.....	6
I. Principaux challenges.....	9
1.1 Quelques acquis de l'IEFA Sénégal.....	9
1.2 L'appel de l'UNICEF.....	10
1.3 Défis au niveau national.....	11
1.3.1 Réduction des disparités.....	11
1.3.2 Implication à la base - Qualité des apprentissages – Réduction de la pauvreté.....	12
1.4 Défis au niveau local.....	14
1.4.1 Maîtrise des données démographiques.....	14
1.4.2 Environnement scolaire / Survivances pesanteurs socioculturelles.....	16
1.4.3 Concurrence de l'enseignement arabe.....	17
1.4.4 Démultiplication du stock de formation et d'information.....	17
1.4.5 Degré d'implication et de mobilisation de partenaires à la base.....	18
2. Dispositifs analytique et opérationnel.....	19
2.1 « Analyse du secteur de l'éducation » et « Nouvelle Lettre de politique sectorielle ».....	19
2.1.1 Le genre insuffisamment analysé.....	19
2.1.2 Actions en faveur de la scolarisation des filles.....	20
2.2 PRDE et PDDE.....	21
2.2.1 Les déclarations d'intention.....	21
2.2.2 Problèmes ciblés et actions envisagées.....	21
2.2.3 Pertinence et cohérence des plans.....	25
3. Eléments de remédiation et d'action.....	29
3.1 Initiatives prometteuses et potentiel disponible.....	29
3.1.1 Au niveau des structures scolaires.....	29
3.1.2 Au niveau des personnels.....	30
3.1.3 Au niveau d'organismes de développement et de C.L.....	31
3.1.4 Opportunités à valoriser.....	31
3.2 Leçons apprises.....	33
3.3 Paquet d'actions pour la 2 ^e phase du PDEF.....	35
3.2.1 Coalitions locales.....	36
3.2.2 Amélioration de l'accès et du maintien des filles.....	36
3.2.3 Mesures subsidiaires de facilitation et d'accompagnement de l'IEFA.....	38
Recommandations fortes.....	40
Eléments de conclusion.....	40
Annexe 1 : TdR : IEFA Evaluation Sénégal – Etude complémentaire.....	41
Annexe 2 : Personnes rencontrées.....	42
Annexe 3 : Document introductif : concertation sur l'éducation de Nétteboulou.....	43
Annexe 4 : Extraits du PDDE de Kédougou.....	47
Annexe 5 : Extraits du PDDE de Tambacounda.....	54
Annexe 6 : Extraits du PDDE de Kolda.....	61
Annexe 7 : Formulaire de rapport de synthèse (visite de classe).....	85
Annexe 8 : Formulaire rapport de visite de classe.....	86
Annexe 9 : Formulaire rapport de visite de cellule.....	89
Documentation consultée.....	90

Sigles utilisés

- ADEA : Association pour le Développement de l'Education en Afrique
- AFEN : Amicale des Femmes Enseignantes de Saint-Louis 1
- AFES : Amicale des Femmes Enseignantes de Saint-Louis 2
- ANCAR :
- APE : Association de Parents d'élèves
- CAF : Centre d'Alphabétisation fonctionnelle
- CDF : Classe à double flux
- CDEPSCOFI : Comité départemental des enseignantes pour la scolarisation des filles
- CERP : Centre d'Encadrement Rural Polyvalent
- CI : Cours d'initiation
- CL : Collectivités locales
- CODEC : Collectif de Directeurs d'Ecole
- CR : Communauté rurale
- CREA : Centre de Recherches Economiques appliquées
- CSE : Centre de Suivi Ecologique
- CV : Comité villageois
- DEFCCS :
- GPF : Groupement de Promotion féminine
- IA : Inspection d'Académie
- IDEN : Inspection Départementale de l'Education nationale
- ISRA :
- ME : Ministère de l'Education
- MEPCTP
- MFPPPALN
- OCB : Organisation communautaire de base
- PAGF : Projet Agro forestier de Lutte contre la Désertification (Diourbel)
- PCR : Président Communauté rurale
- PDDE : Plan départemental de développement de l'éducation
- PDEF : Programme Décennal de l'Education et la Formation
- PISIDEL : Programme intégré de soutien et d'information des élus locaux
- PRDE : Plan régional de développement de l'éducation
- PROGEDE : Programme de gestion durable et participative des Energies traditionnelles et de substitution
- SCOFI : Scolarisation des Filles
- SODAGRI : Société de Développement agricole et rizicole
- SODEFITEX : Société de Développement et de Fibres Textiles

Avant-propos

En vue de la 2^e phase du PDEF (2005-2010), il est apparu nécessaire pour l'UNICEF d'explorer les voies et moyens d'amplifier la dynamique enclenchée depuis 1997 en faveur de l'éducation des filles, mais aussi et surtout de résorber les écarts encore persistants dans certaines poches, notamment à Tambacounda, Kolda, Diourbel où malgré des fonds fort appréciables en matière de TBS, les filles ne sont pas encore suffisamment enrôlées. IL s'y ajoute aussi le cas de Dakar où des tendances négatives sont observées surtout dans les IDEN périurbaines.

L'idée centrale autour de laquelle le présent rapport (qui est une sorte d'approfondissement de l'évaluation de l'IEFA Sénégal (UNICEF, 2003b) a été bâti est de chercher à identifier des ressources latentes et évaluer les opportunités qu'elles peuvent offrir pour aller vers des actions à fort coefficient de coût/efficacité. Ce qui revient aussi d'une certaine manière à décliner des médiations d'identification et de mobilisation de nouveaux partenaires capables de contribuer à une réelle et durable promotion de l'éducation des filles en particulier dans les localités susmentionnées. Puisque le PDEF a, dans une large mesure, pris des dispositions pour l'offre éducative, le présent exercice, ambitionne de mettre plutôt l'accent sur la demande éducative pour les filles, c'est-à-dire les dynamiques implicites et/ou explicites au niveau des communautés locales, des familles.

En vue d'atteindre cet objectif, plusieurs axes de questionnement et d'analyse ont été explorés afin de mieux mettre en exergue les principaux changements de comportement à induire et les contraintes à lever. C'est ainsi qu'il s'est agi de repérer les capacités locales existantes et d'apprécier comment elles ont été ou non prises en compte, valorisées au niveau des IDEN, des écoles. Autrement dit, existe-t-il un leadership local en matière de scolarisation des filles ? Les PDDE et PRDE l'ont-ils suffisamment intégré ? Dans quelle mesure a-t-on effectivement fait attention aux zones « oubliées », négligées ? Dans les différents plans, la relation entre développement, santé (VIH SIDA), éducation est-elle suffisamment perçue ?

Toutes ces questions ont été appréciées à travers trois principaux chapitres avant de pouvoir justifier notamment quelques recommandations fortes :

1. Les principaux challenges à relever tant au niveau national que local en matière d'éducation des filles en particulier ;
2. Le dispositif d'analyse et d'action adopté ou envisagé par les autorités scolaires et des partenaires pertinents ;
3. Des éléments de remédiation et d'action pertinents en matière de scolarisation des filles, notamment pour la 2^e phase du PDEF.

Si les analyses ont été davantage axées sur les régions de Tambacounda et de Kolda, cela n'a pas cependant empêché de tenir compte de certaines autres réalités comme à Saint-Louis, Dakar, Diourbel, d'une part en exploitant plusieurs documents disponibles tels des PRDE, PDDE et Plans d'action pour la qualité, l'Analyse du secteur de l'Education, d'autre part grâce à des entretiens avec des acteurs à la base (voir Annexe 1).

La démarche générale retenue a consisté à i) identifier les principaux défis ; ii) apprécier les contraintes et opportunités (politiques, stratégies, démarches mise en œuvre) ; iii) les pistes à explorer. De tout cela a découlé une sorte de tableau de cohérence permettant d'estimer la viabilité des PRDE, PDDE et autres projets. Les critères généraux d'appréciation retenus sont :

- a) Pertinence : L'objectif spécifique contribuera-t-il de manière suffisante à la réalisation des objectifs globaux ?
- b) Efficacité : Les résultats conduiront-ils à la réalisation de l'objectif spécifique ? Les activités planifiées produiront-ils les résultats escomptés ?

- c) Efficience : L'intervention envisagée utilisera-t-elle les moyens mis à disposition le plus économiquement possible ? Disposera-t-elle de moyens nécessaires (en qualité et quantité) pour produire les résultats ?
- d) Viabilité : L'intervention est-elle en mesure de générer des avantages sur une période de temps relativement longue ?
- e) Effets induits : La relation entre les résultats planifiés d'une part et les éventuels effets positifs et négatifs non planifiés d'autre part se soldera-t-elle positivement pour l'intervention ?

Il reste entendu que les conclusions et recommandations auxquelles nous sommes parvenus, même si elles ne couvrent pas la totalité des problèmes auxquels se trouve confrontée l'éducation des filles dans les régions de Tambacounda, de Kolda, de Diourbel, constituent un paquet d'actions qui si elles sont déroulées avec esprit de suite, peuvent non seulement contribuer largement à lever maints obstacles, mais aussi être des mesures d'anticipation pour d'autres IDEN.

Résumé exécutif

En tant qu'étude complémentaire de l'évaluation IEFA-Sénégal, le présent exercice a plutôt mis l'accent sur les contraintes persistantes au niveau de certaines circonscriptions (écarts très importants entre filles et garçons dans des régions comme Tamba, Kolda, etc.) et les voies idoines de remédiation. Etant entendu que la précédente étude avait mis en exergue les résultats globaux de l'IEFA au Sénégal (réduction sensible de la disparité genre et des iniquités régionales – progression du TBS des filles plus importante que celui des garçons de 1996/97 à 1999/2000 - succès des campagnes d'inscription des filles – etc). Il s'y ajoute que pour la 2^e phase du PDEF (2005-2010), il importe d'explorer les voies et moyens d'amplifier la dynamique enclenchée depuis 1997 en faveur de l'éducation des filles.

Le principal postulat de la présente étude est qu'il existe des ressources latentes au niveau des localités et qui peuvent être mobilisées pour renforcer l'éducation en général, la scolarisation des filles en particulier. Il s'est aussi agi de voir comment mieux prendre en compte la demande socio scolaire dans les zones de « résistance » qui demeurent confrontées à la pauvreté.

Si pour l'essentiel les analyses ont été plutôt centrées sur les régions de Tambacounda et de Kolda (à partir de l'appréciation de leurs PRDE et PDDE sans compter des entretiens multiples), il a été aussi tenu compte de la situation prévalant dans d'autres circonscriptions afin de mieux dessiner des pistes de réflexion et d'action s'inscrivant dans la dynamique de l'Initiative de l'éducation des filles lancée en juin 2003 par l'UNICEF pour qui l'éducation des filles demeure « *une affaire de la plus haute urgence* ». Lesdites pistes pouvaient difficilement se concevoir sans d'une part identifier les principaux challenges tant au niveau national que local, d'autre part apprécier les opportunités existantes.

A. Défis à relever

Les principaux challenges pour l'éducation des filles au Sénégal en général, dans les régions de Tambacounda, Kolda, Diourbel en particulier tournent autour :

- du maintien et de la qualité des apprentissages pour les filles dont l'espérance de vie scolaire est encore relativement faible ;
- de l'élargissement de la base de soutien populaire de l'IEFA ;
- de la nécessité pour les autorités scolaires de mieux se conformer aux exigences d'un environnement économique contraignant et qui oblige les populations à des pratiques pas favorables à la scolarisation des filles ;
- du renforcement des programmes de santé scolaire et de nutrition, en particulier dans des zones de relative insécurité et/ou de pauvreté.
- du renforcement de la mobilisation des Collectivités locales ;
- de l'émergence d'un leadership local
- de la maîtrise systématique des données démographiques ;
- de la concurrence grandissante des écoles coraniques ;
- de la faible démultiplication par les autorités scolaires des formations et informations reçues.

De plusieurs documents officiels (*Analyse du secteur de l'éducation - Nouvelle Lettre de politique sectorielle – PRDE- PDDE- etc.*) il apparaît assez nettement que l'éducation des filles ne semble pas encore considérée comme épine dorsale d'un développement soutenu du système scolaire au sens où l'entend le rapport sur la *Situation des enfants dans le monde 2004*. Même si elle est évoquée comme objectif majeur, il n'y a pas toujours une déclinaison conséquente en objectifs réalistes, avec des stratégies pertinentes. En particulier, par rapport à l'éducation des filles, les PRDE et PDDE analysées présentent au moins trois caractéristiques essentielles : a) des déclarations d'intention louables mais qui ne sont pas mises en œuvre avec des démarches et moyens adéquats ; b) une tendance nette de la gestion de l'offre éducative au détriment de la demande scolaire avec ses particularités locales ; c) une attitude assez réductrice qui empêche d'une part une diversification très large du partenariat, d'autre part l'articulation de l'éducation des filles à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre des maladies pandémiques comme le VIH/SIDA.

B. Initiatives prometteuses

Maintes initiatives repérées à la base, même si elles ne sont pas des modèles, n'en constituent pas moins des exemples qui pourraient être adaptés, amplifiés à une plus grande échelle. Parmi celles-ci l'on peut noter : l'*Observatoire de la scolarisation à Saint-Louis I* – la Table de concertation des ONG à Vélingara – le « groupe de contact » pour la gestion de délicats problèmes comme celui de l'implantation de l'école dans des zones très religieuses et/ou réfractaires – les fiches de suivi des Cellules d'animation pédagogique – les CDEPSCOFI et autres associations d'enseignants – le *Fonds local de l'Education*.

C. Leçons apprises

Plusieurs enseignements peuvent être retenus.

- Une prégnance d'une hiérarchisation encore très centralisatrice) dont n'arrivent pas à se démarquer maintes autorités déconcentrées de l'éducation.
- Même si les autorités semblent convaincues de la nécessité de la scolarisation des filles, l'opérationnalisation de celle-ci au quotidien présente encore des lacunes certaines.
- Les Collectifs de Directeurs en tant qu'instances de concertation présentent des limites certaines dans la mesure où elles se privent très souvent de l'apport de partenaires comme les organisations communautaires de base, les collectivités locales, les ONG, etc.
- L'insularité de l'école est encore prégnante. La volonté d'aller vers les autres demeure encore plus théorique que pratique ; ce qui fait que le dialogue social permanent centré sur les rôles et responsabilités des différents agents concernés par l'école n'est pas encore suffisamment de mise.
- Il persiste encore dans plusieurs poches, certaines pesanteurs socioculturelles en défaveur de l'éducation des filles en particulier.
- Quand les femmes s'engagent résolument, elles obtiennent de bons résultats pour l'enrôlement des filles. De même, quand il y a une complicité fondée sur la transparence, l'engagement éprouvé, la « communion », la mobilisation des parents et des populations de manière générale, est très forte.
- La disponibilité des organismes d'encadrement socioéconomique pour coopérer avec l'école est manifeste.

D. Paquet d'actions pour la 2^e phase du PDEF (voir matrice d'actions : tableau 13 p.39)

Son principal fondement à la création des conditions de l'acceptation de l'offre éducative par les « réfractaires ». Il sera donc induit par une réorientation autour de trois principes essentiels : l'obligation de démultiplication des informations et formations reçues - l'Ecole comme groupe ouvert - la fidélisation des partenaires et cibles.

Grâce aux *Coalitions locales pour l'éducation des filles*, qui sont des instances de proximité devant faciliter en particulier l'accès et le maintien, des protocoles d'entente sont signés par les différents partenaires avec un engagement solidaire pour atteindre des objectifs identifiés d'accord parties, avec une répartition idoine des rôles.

Toujours pour l'amélioration de l'accès et du maintien des filles, il importe d'envisager :

- le renforcement de la formation en approche genre pour les maîtres et autres animateurs pédagogiques ;
- la formation en techniques de communication pour les directeurs et maîtres notamment pour ceux exerçant dans les zones « hostiles » ;
- l'instauration d'une approche plus flexible pour intégrer de nouveaux modules de compétences de vie plus conformes aux réalités locales ;
- le renforcement du programme de santé scolaire et de nutrition avec des cantines scolaires dans les zones d'accès difficile, l'assainissement et la protection de l'espace scolaire.

Il apparaît aussi nécessaire d'identifier et de mobiliser en tant que de besoin des « interfaces sociales » pour davantage favoriser l'enrôlement des filles (Parrainage/marrainage par des femmes modèles) ou pour infléchir certains milieux religieux. A cela s'ajouterait la négociation de protocoles d'accord avec des sociétés d'encadrement et de développement socioéconomique (SODEFITEX – SODAGRI – SAED – etc.) en vue d'instituer une sorte de *troc éducatif* qui permettrait entre autres

d'aller vers un rachat de l'éducation des filles à la base grâce à des bourses aux enfants et/ou des intrants économiques aux familles pour la scolarisation des filles.

Parmi les mesures subsidiaires de facilitation et d'accompagnement de l'IEFA qui peuvent être envisagées, on peut retenir :

- l'allongement de la période de recrutement au CI ;
- la systématisation de l'approche genre dans la collecte et le traitement des statistiques de l'éducation ainsi que dans les fiches de suivi et d'animation pédagogiques ;
- la réduction du nombre d'indicateurs pour les campagnes annuelles de statistiques scolaires afin qu'ils puissent être plus efficacement mis à disposition à tous les échelons nécessaires ;
- l'étude de la faisabilité d'une collecte intégrale bi ou tri annuelle des données scolaires et se contenter chaque année de principaux indicateurs nécessaires pour la planification de la rentrée scolaire.

E. Recommandations fortes

1. Renforcer la formation des autorités scolaires en élaboration et gestion d'un cycle de projet avec obligation de démultiplication.
2. Négocier l'inclusion, dans les PRDE et PDDE, i) d'une prise en compte conséquente du recrutement des filles, ii) de la formation en approche genre, iii) de la dimension genre dans les fiches de suivi et d'encadrement.
3. A défaut d'élargir les Collectifs des Directeurs à d'autres partenaires locaux, initier des cadres parallèles (*Coalitions locales pour l'éducation des filles*) de mobilisation de proximité pour mieux réduire la pauvreté et accroître les chances de scolariser les filles dans les poches de résistance.
4. Envisager une Evaluation-apprentissage du système « Collectifs de Directeurs » afin d'apporter les nécessaires rectifications dans sa mise en œuvre notamment.
5. Renforcer la dimension genre dans l'analyse du secteur.
6. Suggérer aux autorités compétentes une réflexion sur l'institutionnalisation de l'Analyse du secteur de l'Education tous les quatre/cinq ans. Cette analyse, tout en intégrant conséquemment la dimension genre et d'autres aspects pédagogiques, contribuerait à l'écriture de programmes et plans d'action. Ce qui reviendrait aussi à alléger la collecte et le traitement de données scolaires souvent recueillies avec des moyens substantiels sans que la fiabilité ne soit bien garantie.
7. Disposer de données démographiques fiables afin de pouvoir anticiper sur la situation de Dakar et d'autres localités (système de veille – alerte).

Au total, inverser ou tout au moins obérer très fortement les tendances défavorables à la scolarisation des filles dans certaines localités, passera par une atténuation de la frilosité d'autorités scolaires déconcentrées en matière de développement d'un leadership local, et une lutte conséquente contre certaines croyances socioculturelles défavorables à la scolarisation des filles et que renforce largement la pauvreté.

I. Principaux challenges

Pour pouvoir mieux apprécier les challenges en matière d'éducation des filles lors de la 2^e phase (2005-2010) du PDEF, il importe de faire au moins deux rappels. D'une part, les principaux acquis de l'IEFA Sénégal mis en perspective par rapport aux recommandations majeurs du Rapport sur la situation des enfants dans le monde en 2004, et d'autre part les contraintes persistantes tant au niveau national que local pour la promotion durable de l'enrôlement et du maintien des filles à l'école.

1.1 Quelques acquis de l'IEFA Sénégal

A l'instar de maints pays en voie de développement, le Sénégal a enregistré des acquis en matière d'éducation des filles. En atteste l'évaluation de l'IEFA Sénégal qui révèle une réduction sensible de la disparité genre et des iniquités régionales (UNICEF, 2003b).

En effet, d'importants efforts ont permis de faire progresser le TBS des filles plus vite que celui des garçons de 1996/97 à 1999/2000 : de 53% à 63% contre 67% à 73% pour les garçons. En outre, quand le TBS moyen croît pour la même période de 8 points, celui des filles connaît une progression de 10 points. Une réduction (15 à 9 points) sensible de l'écart entre filles et garçons a été aussi enregistrée entre 1998/99 et 2000/200. De 16 440 en 1997, le nombre de filles dans la zone IEFA est passé à 209 637 en 2002. Ce qui correspond à une amélioration de 42 197 unités tandis que les garçons affichent +39 864 pour la même période. Même si des efforts restent à faire pour réduire les taux de redoublement, de déperdition chez les filles, il n'en demeure pas moins que des résultats assez appréciables ont été en matière de maintien, de qualité des apprentissages.

Outre de multiples études et recherches, la production d'indicateurs de suivi des performances des élèves et du système en général, la contribution à l'élaboration du PDEF ainsi que du nouveau curriculum, l'IEFA a permis de délivrer un paquet de formation, d'information (Genre et développement - Planification – Statistiques scolaires - Gestion de la qualité - Elaboration et mise en œuvre de projets d'école) en particulier aux personnels de contrôle et d'animation (inspecteurs et directeurs d'école), à des cadres des services centraux du ministère de l'éducation, sans compter des agents des IDEN. Mais force est de constater que ce stock de formation, n'a pas été suffisamment démultiplié à la base.

L'environnement scolaire et physique de 97 établissements dans les 17 IDEN ciblées par le programme a été amélioré. A cela s'ajoute un appui substantiel aux IDEN en moyens logistiques et équipements de bureau pour faciliter le travail d'encadrement.

La mobilisation sociale, activité phare de l'IEFA, a largement contribué aux succès des campagnes d'inscription des filles. Pour la seule année 2001, la campagne nationale d'inscriptions au CI a permis d'enrôler 245 000 enfants dont 119 000 filles (48%) soit une augmentation de 20 000 unités par rapport aux deux précédentes campagnes.

L'IEFA a aussi participé à l'induction d'effets positifs dans l'environnement socio administratif : amélioration de la qualification des enseignants - rénovations pédagogiques et administratives (Collectifs de directeurs d'école- de système de tutorat)- renforcement de l'engagement des pouvoirs publics – etc.

Au total, l'on peut retenir du déroulement de l'IEFA au Sénégal, plusieurs enseignements. Même si son leadership dans l'éducation des filles est incontestable, la base de soutien populaire de l'IEFA apparaît encore assez restreinte et pas totalement permanente. Autrement dit, il se pose encore le problème des médiations d'entretien, d'internalisation, de passage à l'échelle des acquis. Et pour relever un tel défi, il apparaît nécessaire d'opérer « une implication, un engagement fort et soutenu d'un large spectre de partenaires à la base ». Ce qui nécessite, «une plate-forme intégrative des acteurs à la base pour l'ancrage de l'IEFA (UNICEF, 2003b)

Au moins, sept recommandations fortes de l'évaluation susmentionnée, peuvent être mises en exergue.

- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de formation des élus locaux et autres partenaires relatif à la gestion des compétences transférées en matière d'enseignement élémentaire, notamment pour l'éducation des filles.
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités des membres des CDEPSCOFI en leadership féminin.
- Un plaidoyer auprès des autorités scolaires qui devront mieux se conformer aux exigences d'un environnement économique peu propice et qui oblige les populations à des pratiques ne favorisant pas la scolarisation des filles.
- L'élargissement des « comités locaux de directeurs » afin qu'ils puissent mieux jouer un rôle de réseaux d'appui et de solidarité pour des écoles plus performantes et prenant en charge l'approche genre.
- La prise en compte conséquente de l'éducation des filles dans les Plans locaux de Développement (PLD) et les Plans régionaux de Développement intégré (PRDI).
- Une mobilisation accrue des Elus locaux, en particulier les présidents de Communauté rurale pour l'identification des zones prioritaires pour l'éducation des filles.
- Le renforcement des programmes de santé scolaire et de nutrition, en particulier dans des zones de relative insécurité et/ou de pauvreté.

1.2 L'appel de l'UNICEF

Comme on peut le constater, ces orientations restent en conformité avec les perspectives tracées par l'UNICEF pour qui l'éducation des filles demeure « *une affaire de la plus haute urgence* ». La conviction de l'UNICEF est « *qu'en rendant l'éducation plus accessible aux filles, les nations avanceront de façon décisive dans la réalisation du droit qu'ont tous les enfants, filles et garçons, de recevoir une éducation de base de qualité* ». Pour y parvenir, il est demandé à toutes les nations d'investir dans l'éducation des filles, « *car ce secteur représente, pour tous les enfants, l'instrument qui leur permettra de réaliser leur droit à une éducation de base de qualité. En insistant sur la scolarisation des filles, on arrivera à supprimer les obstacles qui empêchent tous les enfants d'aller à l'école* » (cf. www.unicef.org : lancement initiative éducation des filles juin 2003).

Cet appel procède d'une volonté largement partagée par la communauté internationale et qui nécessite une nouvelle posture que souhaite vivement Mme Bellamy Directrice de l'UNICEF quand elle note : « *... Nous ne pouvons attendre passivement alors que des jeunes filles sont privées de leurs droits, de la possibilité de devenir des femmes en bonne santé, des citoyennes plus productives et des mères mieux informées. C'est cela qu'offre l'éducation et nous ne pouvons, en notre âme et conscience, le leur refuser.* ». Hélas remarque-t-elle, « *les efforts déployés pour scolariser les filles de la région de façon durable sont handicapés dans plusieurs pays par l'extrême pauvreté, les conflits en cours et la pandémie de VIH/SIDA.* »

Même si le Sénégal ne figure pas explicitement dans les pays ciblés par l'Initiative de juin 2003, il n'en demeure pas moins que certaines de ses régions comme Tambacounda, Kolda, Diourbel, etc. présentent des caractéristiques en matière d'éducation des filles qui nécessitent une forte réorientation/impulsion.

1.3 Défis au niveau national

Malgré les acquis en matière de scolarisation des filles notés plus haut, certaines disparités demeurent encore relativement fortes dans plusieurs régions comme le montrent les tableaux ci-dessous. Il s'ajoute d'autres contraintes socio administratives qui ne manqueraient pas d'impacter négativement les efforts des pouvoirs publics qui devront aussi trouver la médiation idoine pour articuler l'éducation des filles à la réduction de la pauvreté comme le préconise la *Situation des enfants dans le monde en 2004* (UNICEF, 2004)

1.3.1 Réduction des disparités

Il ressort du tableau 1, des disparités entre sexe qui gagneraient à être résorbées en vue d'une plus grande équité. Si pour Dakar, Diourbel (très loin de la moyenne nationale) et Saint-Louis les écarts sont peu importants pour les taux bruts, il n'en va pas de même pour Tambacounda et Kolda. Ici, le fossé entre filles et garçons demeure préoccupant notamment au vu des scores obtenus par les deux régions par rapport à la moyenne nationale du TBS.

Cette préoccupation est renforcée par la relative performance des scores en matière d'enrôlement au CI (tableau 2) obtenus entre 1996 et 2003 par Tamba et Kolda. En d'autres termes, comment se fait-il que des régions qui se situent au-dessus de la moyenne nationale, n'arrivent-elles pas à recruter beaucoup plus de filles ?

Se référant au taux de survie (tableau 3), l'on constate aussi que même pour les filles enrôlées, l'espérance de vie scolaire est assez peu reluisante. Non seulement l'écart entre garçons et filles est assez important à Diourbel, Saint-Louis, Tamba, Kolda, mais leur taux de survie se situe nettement en dessous de la moyenne nationale. La même tendance semble se dessiner relativement au taux de transition entre l'élémentaire et le secondaire (tableau 4).

Tableau 1 : Taux bruts et taux nets de scolarisation par région et selon le genre en 2002

Régions	Taux nets			Taux bruts		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	79,9	79,5	79,7	85,4	81,1	83,3
Diourbel	36,3	31,3	33,8	47,1	41,5	44,2
St Louis	59	44,8	59,4	79,2	81,4	80,3
Tamba	70	53,2	61,5	93,1	72,8	82,9
Kolda	72,5	49,3	61,3	98,6	70,8	85,1
Sénégal	60,8	53,4	57,1	75,5	67,6	71,6

Source : ME/DPRE (2004). *Analyse du secteur de l'éducation*, Dakar, CREA

Tableau 2 : Taux d'inscription au CI selon la région, Sénégal, 1992-2003

Régions	1996	2000	2002	2003
Dakar	87,01	81,47	72,68	97,00
Diourbel	40,42	34,06	39,92	43,50
St Louis	63,29	103,63	84,74	103,10
Tamba	85,17	101,20	85,90	98,10
Kolda	92,13	85,40	91,19	109,00
Sénégal	72,36	80,09	72,45	85,10

Source : ME/DPRE (2004). *Analyse du secteur de l'éducation*, Dakar, CREA

Tableau 3 : Taux de survie dans le cycle primaire par région et selon le genre en 2002

Régions	Garçons	Filles	Total
Dakar	71,67	66,52	69,11
Diourbel	51,64	38,82	45,10
St Louis	42,42	32,07	36,93
Tamba	46,57	30,70	39,20
Kolda	42,22	22,59	33,43
Sénégal	55,70	45,03	50,45

Source : ME/DPRE (2004). *Analyse du secteur de l'éducation*, Dakar, CREA

Tableau 4 : Evolution des taux de transition effectifs entre le primaire et le moyen

Régions	Année 2000			Année 2002		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	60,44	61,28	60,82	69,00	62,98	66,15
Diourbel	50,40	50,39	50,40	60,72	50,21	56,24
St Louis	44,30	35,97	40,76	55,13	46,60	51,34
Tamba	20,41	45,77	28,48	35,83	34,07	35,24
Kolda	39,30	41,50	39,86	30,15	31,23	30,45
Sénégal	49,79	50,57	50,10	54,86	51,05	53,24

Source : ME/DPRE (2004). *Analyse du secteur de l'éducation*, Dakar, CREA

1.3.2 Implication à la base - Qualité des apprentissages – Réduction de la pauvreté

Un fonctionnement bureaucratique a longtemps caractérisé le système scolaire à la base. Ce qui s'est traduit par plusieurs handicaps ou disfonctionnements. Au lieu de développer des initiatives, les établissements ont tendance à attendre tout du niveau central. En outre, les directeurs ont accusé un déficit certain en matière de gestion des structures scolaires, sans compter celui de partenaires comme les collectivités locales et autres organisations communautaires de base quand il s'agit de s'impliquer dans la vie de l'école. Une telle situation a fortement contribué à l'instauration des Cahiers des charges (CDC) des maîtres, des directeurs et inspecteurs afin d'impulser une nouvelle dynamique de décentralisation / déconcentration du système éducatif grâce notamment à une meilleure planification des actions et une plus grande mobilisation des éducateurs, de la communauté, ainsi que d'autres partenaires sur les performances et les résultats scolaires.

Or, il ressort de l'*Analyse du secteur* que « les niveaux déconcentrés ne sont pas toujours en position d'exercer pleinement leurs prérogatives en raison des interférences des directions nationales dans leurs attributions... » (ME/DPRE, 2004a : 235). En outre, « le fonctionnement actuel des écoles et établissements scolaires souffre de plusieurs dysfonctionnements au regard de l'objectif décentralisation/déconcentration. Les rapports des autorités hiérarchiques aux structures scolaires sont toujours caractérisés par l'approche bureaucratique. Le leadership de l'école devrait s'appuyer sur la maîtrise de méthodes de gestion adaptées aux spécificités de l'éducation et de l'environnement de l'établissement scolaire » (ME/DPRE, 2004a : 238). Quant au nouveau projet de *Lettre de politique sectorielle de l'éducation* il note que « la dévolution des pouvoirs aux collectivités locales et aux structures déconcentrées reste encore timide ». Ce qui signifie d'une certaine manière que le leadership local n'est pas encore une réalité tangible. L'autonomie et les performances visées par les CDC ne sont pas encore de mise. En particulier, le degré de mobilisation des élus locaux, des APE en faveur de la scolarisation des filles reste encore faible.

La même *Lettre* retient aussi que « la qualité de l'éducation, malgré une légère amélioration, demeure un défi majeur à relever ». Autrement dit, au défi de la mobilisation et

de l'implication, s'ajoute celui de la qualité dans un contexte marqué par la pauvreté qui frappe une large frange de la population, notamment en milieu rural et semi urbain. Dès lors se pose avec acuité la problématique de la visibilité et de l'acceptation de l'articulation entre éducation (en particulier celle des filles) et réduction de la pauvreté notamment dans des régions comme Tambacounda, Kolda, Diourbel qui enregistrent les indices de développement humain les plus faibles (respectivement 0.222 – 0.213 – 0.262) et les pourcentages de pauvreté (69.2% – 79.2% – 65.3%) les plus élevés au Sénégal (UNICEF, 2003b).

1.4 Défis au niveau local

Les enquêtes de terrain et les entretiens réalisés ont permis un tant soit d'identifier quelques catégories de contraintes auxquelles se trouvent confrontées les IA et IDEN notamment dans les régions de Tambacounda et de Kolda. Parmi celles-ci, on peut retenir i) une non maîtrise systématique des données démographiques, ii) un environnement scolaire déficient doublé de la persistance de certaines pesanteurs socioculturelles, iii) une concurrence grandissante des écoles coraniques, iv) une faible démultiplication par les autorités scolaires des formations et informations reçues, v) une faible implication des collectivités locales en matière d'éducation.

1.4.1 Maîtrise des données démographiques

Nonobstant la réticence des familles à envoyer leurs filles à l'école, planifier l'enrôlement de ces dernières de manière conséquente, suppose au moins une bonne maîtrise du potentiel scolarisable. Autrement dit, les données démographiques devraient être assez fiables et refléter correctement le ratio filles/garçons pour la tranche à scolariser. Et plusieurs indices tendent à prouver que la maîtrise des données démographiques demeure un problème pour les responsables scolaires déconcentrés.

A ce propos, l'IA de Tambacounda admet q' «une contrainte majeure dans le cadre de la gestion administrative est l'absence d'une banque de données ; en effet, il est difficile au niveau de la région de pouvoir établir des statistiques fiables car on n'utilise pas les mêmes sources d'un département à l'autre et même d'une année à l'autre. Si les données statiques ne sont pas stabilisées, il se pose toujours des problèmes de planification donc de pilotage » (IA Tamba, 2004). La même difficulté est notée à Kolda. Du coup, les prévisions faites pour cette dernière région (tableau 5) peuvent à terme faire penser que le TBS des filles reste encore très en deçà de celui des garçons. En effet, selon la projection faite pour la population 7-12 ans entre 2005 et 2010, sauf pour le département de Vélingara, la population estimée de garçons est supérieure à celle des filles. Ce qui signifie qu'il faille relativiser la faible participation des filles dans les départements de Kolda et de Sédhiou.

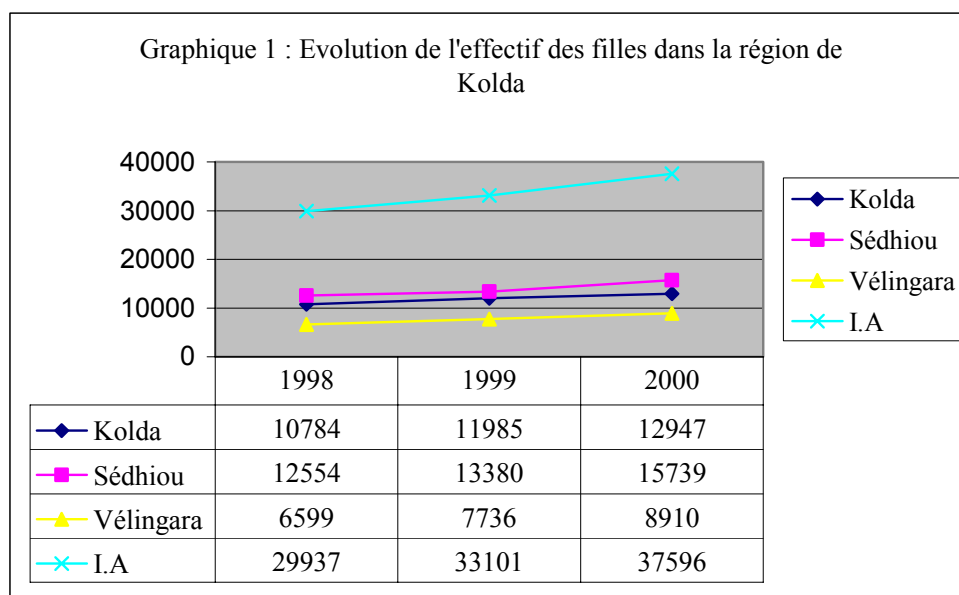
Tableau 5 : Projection de la population 7-12 ans dans la région de Kolda

		Kolda	Sédhiou	Vélingara	Total selon sexe
2005	Garçons	24.722	37.347	14.794	
	Filles	23.643	34.129	14.916	
	Total	48.365	71.476	29.710	
2006	Garçons	25.375	38.138	15.113	
	Filles	24.268	34.852	15.237	
	Total	49.643	72.990	30.350	
2007	Garçons	26.039	38.935	15.433	
	Filles	24.903	35.580	15.560	
	Total	50.942	74.515	30.993	
2008	Garçons	26.707	39.729	15.753	
	Filles	25.542	36.307	15.883	
	Total	52.249	76.036	31.636	
2009	Garçons	27.379	40.520	16.072	
	Filles	26.184	37.029	16.204	
	Total	53.563	77.549	32.276	
2010	Garçons	28.052	41.302	16.388	
	Filles	26.828	37.744	16.837	
	Total	54.880	79.046	33.225	

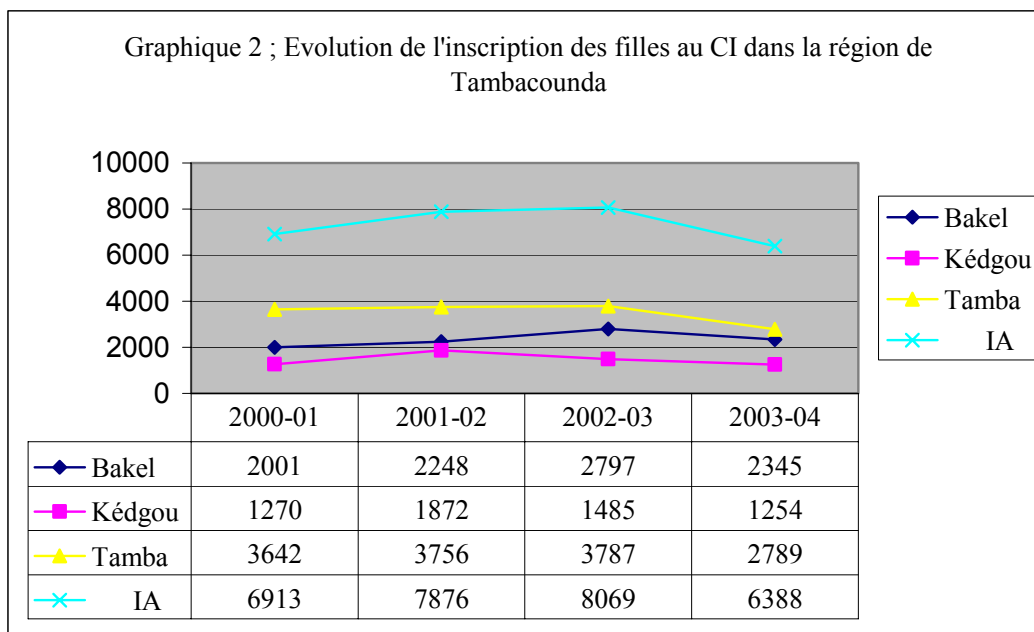
Source : D'après PRDE Kolda

Que ce soit pour Tambacounda ou pour Kolda (graphique 1) les évolutions positives en termes d'inscriptions et d'effectifs globaux sont indéniables. Cependant, si on prend l'exemple de la région de Tambacounda (graphique 2), il y a comme une sorte de tassement au niveau des recrutements dans les IDEN. Cela correspond-il à un refus ou à un manque ? En tout, il semble de prime abord assez paradoxal que pendant ce temps, les filles sont assez présentes dans le préscolaire. C'est ainsi que le tableau 6 indique que le ratio filles / garçons est satisfaisant. Ce qui signifie que d'une certaine manière, les familles ne seraient pas si hostiles à l'éducation des filles. Dans ce cas, l'on valablement admettre que ce sont d'autres contraintes qui vont obérer les effectifs de filles dans l'élémentaire. A moins que le préscolaire ne soit perçu comme un moyen de soulager les parents de la garde des filles en attendant qu'elles soient « productives » pour des tâches domestiques ou être happées par d'autres structures socioéconomiques.

Dans tous les cas, Tambacounda et Kolda semblent assez loin du phénomène de « sureffectif » artificiel des filles qui prévaut dans plusieurs autres localités du Sénégal et qui expliquerait dans une certaine mesure les bons scores obtenus dans certaines circonscriptions. Le gonflement artificiel du stock de filles. Par exemple à Mbacké, du fait que les garçons sont plutôt dans les dahras, les filles deviennent relativement plus nombreuses dans les écoles franco arabes. Dans le Podor, les maîtres coraniques contribuent fortement à la rétention des garçons et l'envoi des filles (à marier plus tard aux immigrés) dans les écoles. Dans le Walo, les garçons sont dans les champs, tandis que dans le Diéri, ils sont plutôt affectés à la surveillance des animaux quand les hommes sont dans les loumas. Du coup, ce sont les filles qui sont envoyées à l'école.



Source : D'après PRDE Kolda



Source : PRDE Tamba

Tableau 6 : Les filles dans le préscolaire à Tambacounda

	Garçons			Filles		
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total
Bakel	61	78	139	68	80	148
Kédougou	166	00	166	160	00	160
Tamba	104	139	243	92	176	268
Total IA	331	217	548	320	256	576

Source : PRDE Tamba

1.4.2 Environnement scolaire / Survivances pesanteurs socioculturelles

En se référant par exemple au tableau 7, il est permis de dire que l'environnement scolaire dans les zones rurales en particulier peut difficilement contribuer à l'enrôlement et au maintien des filles notamment. La faiblesse du pourcentage d'établissements disposant d'eau, de sanitaires, de clôture ou de bibliothèques est bien préoccupante. Un meilleur environnement devrait certainement permettre de tenir compte de la spécificité des filles.

Tableau 7 : L'environnement scolaire dans la région de Tamba

Zone	Nbre Ecoles	Cantine	Eau	% d'écoles disposant de ...				
				Electricité.	Clôture	Sanitaire	Tél	Biblio
Urbaine	33	9.1	57.5	27.3	69.7	90.9	18.2	12.1
Rurale	566	67.3	11.7	1.1	9.2	37.8	0.3	0.9
Total	599	64.1	12.5	2.5	12.5	40.7	1.3	1.5

Source : PRDE Tamba

Pour les autorités scolaires et les responsables des femmes enseignantes des régions de Tambacounda et de Kolda, parmi les facteurs handicapant la scolarisation des filles, il faut retenir les mariages précoces, l'influence de foyers religieux. Dans le Médina Yoro Foulah (Kolda), il s'agit moins de mariages précoces que de départs pour travaux rémunérés en Gambie. Ce qui est un indicateur de l'état d'indigence de certaines populations.

Le cas de populations d'élèves assez mobiles, ne facilite pas non plus la scolarisation des filles en particulier. Le manque de femmes modèles est aussi souvent évoqué.

1.4.3 Concurrence de l'enseignement arabe

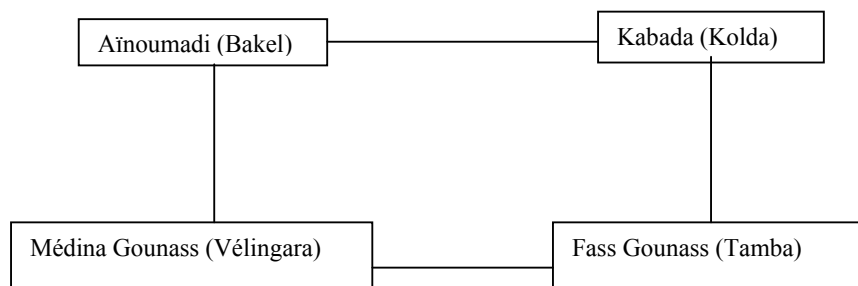
Vu le nombre et les effectifs dans de grands daharas, notamment à Sédhiou et Vélingara (tableau 8), l'on ne peut nier une relative concurrence faite à l'école publique « française ». L'IA de Tambacounda note que « dans le secteur du non formel, les structures de prise en charge de l'enseignement de la langue arabe (écoles franco-arabes), sont pour l'essentiel identifiées dans le département de Bakel. On trouve aussi des « daaras » dans certains foyers religieux comme à Maka Koulibantang ». Autrement dit, il y a comme un siphonnage des effectifs potentiels du système classique. Ce qui explique l'appréhension de l'autorité académique qui prévient que ces écoles confessionnelles de 3^e type, quand bien même elles ne sont pas encore bien développées, « ... il convient de les avoir en repérage pour une meilleure prise en compte dans l'effort d'éducation ». (IA Tamba, 2004)

Tableau 8 : Enseignement Arabe dans la région de Kolda

	Ecoles publiques				Effectifs	Ecoles privées		Dharas	
	Nbre Enseignants		Nbre Ecoles			Ecoles	Classes	Nombre	Nature
	Titulaires	Volontaires	Nombre	Classes					
Kolda	10	16	26		03	13	10	Grands dharas	
Sédhiou	03	19	22	206	7331	02	07	08	Grands dharas
Vélingara	04	17	21	192	5583	01	05	05	Grands dharas
Total I.A.	17	52	69			6	25	23	

A n'en pas douter, il existe dans ces deux régions quelques « ghettos religieux » dont l'influence sociale reste très forte et où l'image d'une « école du pêché », de la déperdition est encore très prégnante (cf. schéma du carré d'influence ci-dessous). Ces foyers sont certes peu étendus par rapport au territoire national, mais ils restent assez intransigeants sur certains points de vue.

Schéma 1 : Carré d'influence religieuse dans les régions de Tambacounda et Kolda



1.4.4 Démultiplication du stock de formation et d'information

Maintes sessions de formation et d'information ont été organisées par l'IEFA Sénégal (cf. supra). Mais force est de constater qu'il y a comme une sorte de rétention de l'information relative à l'éducation des filles. Plusieurs acteurs à la base avouent ne pas avoir eu des informations spécifiques y afférentes. Ce que reconnaissent du reste plusieurs autorités

scolaires qui arguent le manque de moyens pour une dissémination conséquente. Ce faible degré de la démultiplication effective des formations et informations reçues par les inspecteurs et directeurs, ne facilitent point une internalisation de l'approche genre dans les classes. Ces informations ne sont pas non plus partagées avec les parents et autres partenaires possibles comme le montre l'analyse des Plans d'action pour la qualité des IDEN (cf. infra).

1.4.5 Degré d'implication et de mobilisation de partenaires à la base

Un peu partout au Sénégal, le déficit de capacités des collectivités locales à assumer les compétences transférées dans le domaine de l'éducation semble avéré. La lourdeur et l'inefficacité des procédures administratives est indexée comme le note *l'Analyse du secteur de l'éducation* «... les ressources mises à disposition des collectivités locales par l'État à travers le Fonds de dotation parviennent aux établissements scolaires avec beaucoup de retard par rapport à l'année scolaire. L'administration centrale met au moins quatre mois après le début de la gestion - qui commence en janvier- pour prendre l'arrêté répartissant les ressources du FDD. Si nous considérons que c'est seulement après la signature de cet arrêté que la procédure de mise à disposition des ressources au profit des collectivités locales est engagée, il n'est pas rare de constater que ces ressources arrivent aux écoles à la fermeture des classes » (ME/DPRE, 2004a : 234). Ce que confirme d'une certaine manière le PRDE de Kolda qui souligne que dans le domaine de la gestion du système, parmi les faiblesses notées aussi bien à Kolda et Sédhiou, apparaissent « l'intervention faible et tardive des collectivités locales » ou « la faible implication des collectivités locales (IA Kolda, 2004).

Les défis susmentionnés et que doivent relever en particulier les régions de Tambacounda et de Kolda, même s'ils sont de moindre acuité, n'en demeurent pas moins présents dans d'autres circonscriptions scolaires comme Diourbel, Dakar, etc. et doivent par conséquent faire l'objet d'une veille particulière afin de ne point impacter négativement et de manière durable l'éducation des filles. A Dakar en particulier, il se dessine une sorte de ruralisation de certaines zones péri urbaines. Les nouveaux venus (exode rural) de plus en plus nombreux, vivant dans des conditions assez précaires, ont tendance à renforcer certaines pesanteurs défavorables aux filles qui constituent un appoint non négligeable pour augmenter les revenus des familles concernées : domestiques – vendeuses- etc. Les scores enregistrés en matière de TBS y cachent mal des tendances qu'il urge de redresser et qu'amplifie dans une certaine mesure, certains effets pervers des CDF.

2. Dispositifs analytique et opérationnel

L'éducation des filles est peu ou prou analysée, appréciée dans plusieurs documents que sont *l'Analyse du secteur de l'éducation*, la *Nouvelle Lettre de politique sectorielle*, les *PRDE* et *PDDE* de plusieurs circonscriptions. Les obstacles y afférents ont-ils été bien repérés ? Si oui, ont-ils été conséquemment pris en compte d'une part dans les documents stratégiques élaborés au niveau national, et d'autre part dans les *PRDE* et *PDDE* des localités les plus concernées ?

En se référant aux documents susmentionnés, il apparaît assez nettement que l'éducation des filles ne semble pas encore considérée comme épine dorsale d'un développement durable du système scolaire au sens où l'entend le rapport sur la *Situation des enfants dans le monde 2004*. En effet, même si l'éducation des filles est mentionnée, elle est logée, pour ne pas dire reléguée dans le chapitre « politiques spécifiques et transversales », ou simplement évoquée comme objectif majeur sans qu'il y ait un déroulement conséquent des objectifs qui s'y rattachent ou bien encore que des solutions pertinentes ne soient envisagées pour lever les différents obstacles y afférents.

2.1 « Analyse du secteur de l'éducation » et « Nouvelle Lettre de politique sectorielle »

2.1.1 Le genre insuffisamment analysé

Certes un chapitre (4.1.2) est consacré aux inégalités selon le genre, en pointant notamment certains constats (différences dans l'accès, la rétention, etc.) que l'on ne peut passer sous silence. Mais une lecture plus fine montre largement que la problématique de l'éducation des filles demeure insuffisamment prise en compte. Sans aucun doute, ce manque tient d'une part à la non disponibilité de données suffisamment spécifiées selon le genre, et d'autre part à une posture d'analyse privilégiant plutôt l'approche économique générale, au détriment des aspects plus pédagogiques.

C'est ainsi que dans le chapitre (2.2.3) relatif à la faiblesse de la rétention dans le système, la dimension genre absente. C'est le cas aussi s'agissant de l'efficience. Par rapport aux contraintes à la scolarisation, notamment les facteurs liés à l'offre (3.1) et ceux liés à la demande (3.2), il simplement fait un très rapide survol, en particulier en ce qui concerne les coûts directs et indirects. Si au niveau de la décision de scolarisation, une distinction apparaît selon le sexe du genre de famille, elle ne n'est pratiquement pas appréciée avec les conséquences à tirer.

Le chapitre (5.2.2) consacré aux déterminants des apprentissages des élèves dans l'élémentaire et plus précisément sur les curricula (5.2.2.1), les manuels scolaires (5.2.2.5), la gestion pédagogique de l'école et de la classe, le mutisme du document sur les stéréotypes et les comportements sexistes est frappant. Ce même manque peut être noté quand il s'est agi d'aborder « les questions émergeant de l'offre éducative » (9.1.4). Il apparaît aussi très symptomatique que dans la conclusion relative aux obstacles à la scolarisation, le problème du genre soit occulté. L'analyse des résultats aux tests du MLA, du PASEC et du SNERS, bien que pertinente, a occulté le problème du genre.

L'Analyse du secteur de l'éducation gagnerait aussi à mieux apprécier le rôle des APE et autres partenaires comme les ONG et OCB et des moyens qu'ils mobilisent dans la promotion de l'accès et de la qualité. L'option pour la décentralisation retenue par le PDEF, milite en faveur d'une telle démarche. Dans le document de supervision du PDEF et pour la 2^e phase, rien d'explicite n'est mentionné pour l'éducation des filles. Pourtant, le ledit document reconnaît qu'en matière d'équité et de genre, il restait à faire.

2.1.2 Actions en faveur de la scolarisation des filles

Entre autres principes retenus pour le développement de l'éducation, la *Nouvelle Lettre de politique sectorielle* retient

- un partenariat efficace et bien coordonné se traduisant notamment par un investissement sans entrave de toutes les ressources disponibles chez les différents acteurs et partenaires ;
- une plus grande décentralisation/déconcentration dans une perspective d'autonomisation et de responsabilisation plus importantes et où les parents et les communautés devraient voir leur place dans la gestion des établissements mieux précisée ;
- une égalité et une équité renforcées grâce notamment à une discrimination positive dans l'allocation des ressources, une attention aux questions du genre, au maintien des filles à l'école ;
- une gestion transparente et efficace sous tendue par la démarche de projet généralisée et mesurée entre autres à travers la progression du niveau d'acquisition des élèves, le degré de satisfaction des parents et des communautés ;
- une meilleure sensibilisation et mobilisation des partenaires au développement, des communautés, du privé pour une contribution plus substantielle au financement de l'école.

En ce qui concerne spécifiquement l'éducation des filles, la *Lettre de politique* envisage de « *parvenir à l'égalité entre garçons et filles dans l'enseignement élémentaire d'ici 2010 et à l'enseignement et secondaire d'ici 2015, tout en veillant à assurer aux uns et aux autres les mêmes chances de réussite* » (ME, 2004c). En vue de cet objectif général, les autorités compétentes veilleront

- 1) à ce que la dimension genre soit prise en compte dans tous les programmes d'action relatifs à l'éducation ;
- 2) à élargir et à renforcer la base de soutien de l'éducation des filles.

Parmi les actions retenues, l'on peut noter i) la mise à jour de la carte des zones à forte disparité de scolarisation ; ii) l'encouragement à la scolarisation des filles par des mesures spécifiques.

Entre autres conclusions du Document de supervision du PDEF (en vue de la 4^e revue annuelle, il est recommandé de

- « *renforcer les actions pour éliminer les iniquités de genre et spatiales à l'issue de la phase 2 du PDEF* ;
- *consolider la politique de maintien des filles dans le système scolaire, notamment au moyen et secondaire* ;
- *appliquer les recommandations des assises sur la Qualité dans l'élémentaire, et mettre un accent particulier sur la mise en œuvre des plans d'actions Qualité des IDEN* ;
- *moderniser le système de collecte et de traitement des statistiques scolaires* ;
- *consolider le pouvoir et les responsabilités des directeurs et chefs d'établissement* ;
- *responsabiliser les structures à la base et confiner le niveau central dans un rôle de supervision, d'appui-conseil, d'encadrement et d'évaluation* » (ME/DPRE, 2004b).

Les orientations et principes susmentionnés ont-ils été suffisamment pris en compte dans les différents PRDE et PDDE ? Comment ont-ils été en particulier articulés aux réalités et challenges spécifiques des IA et IDEN ?

2.2 PRDE et PDDE

Par rapport à l'éducation des filles, les PRDE et PDDE¹ analysées présentent au moins trois caractéristiques essentielles. i) Des déclarations d'intention qui, bien que pertinentes, ne sont pas conséquemment mises en œuvre ou le sont avec des démarches et moyens peu adéquats. ii) Une tendance nette de la gestion de l'offre éducative au lieu de mieux prendre en compte la demande scolaire avec ses particularités locales. iii) Une attitude assez réductrice qui empêche non seulement une implication et mobilisation de partenaires diversifiés, mais aussi une forte articulation de l'éducation des filles à la réduction de la pauvreté et à la lutte contre les maladies pandémiques comme le VIH/SIDA.

2.2.1 Les déclarations d'intention

Dans tous les PRDE et PDDE, il est assez clairement évoqué l'éducation des filles tant au niveau des contraintes qu'elle connaît, que des actions à mener pour sa promotion. En outre, des principes qui doivent guider la gestion du système scolaire au niveau local sont aussi souvent déclinés.

Ainsi par exemple, le PRDE de Tambacounda constate que « *la spécificité fille, si elle n'est pas défavorisée dans la gestion de l'école, est gérée de manière indifférenciée. La gestion de la dimension genre doit être inversée et au besoin des stratégies de discrimination positives en leur faveur mises en place* ». En conséquence, il est retenu dans le cadre de référence du PRDE que « l'éducation des filles constitue une des priorités de la région dans la lutte contre les disparités » (IA Tamba, 2004).

Quant au PDDE de Saint-Louis 1 & 2, il y est envisagé de mettre un « *accent sur la prise en charge des besoins particuliers des cibles constituées par les filles, les handicapés et les enfants des milieux pauvres* » (IDEN Saint-Louis, 2004b). Selon l'IA de Kolda, trois principes majeurs doivent fonder le déroulement du PRDE : « *a) le principe du partenariat qui suppose l'implication des collectivités locales et de la société civile ; b) le principe de la responsabilisation des acteurs et des partenaires à la base ; c) le principe d'équité entre zone rurale et zone urbaine d'une part et entre garçons et filles d'autre part* » (IA Kolda, 2004).

Comme on peut le constater donc, les principes évoqués demeurent parfaitement pertinents pour l'éducation des filles. Mais sont-ils déroulés avec esprit de suite dans les paquets d'actions retenus ?

2.2.2 Problèmes ciblés et actions envisagées

Le problème de la disparité entre filles et garçons est-il préoccupant pour les autorités académiques ? Cela n'est pas très évident si l'on s'en réfère aux problèmes mis en exergue ainsi qu'aux actions prioritaires retenues.

En effet, pour Tambacounda, par rapport aux problèmes auxquels se trouvent confrontées les circonscriptions scolaires (Encadré 1), il est simplement noté à la rubrique Gestion, un déficit dans la prise en charge de cette dimension. Autrement dit, au niveau de l'Accès et de la Qualité des apprentissages, l'éducation des filles ne pose pas problème. Mais paradoxalement, une ligne d'action pour la parité fille/garçon va apparaître dans les activités prévues (Encadré 3).

Dans le diagnostic du système à Kolda (Encadré 2), l'on insiste plutôt sur l'offre éducative. En ce qui concerne spécifiquement la gestion du système, les problèmes retenus à

¹ Le PRDE s'appuyant en principe sur les PDDE et afin de ne pas trop alourdir les analyses, nous avons plutôt mis l'accent sur les premiers. Des extraits de PDDE sont toutefois annexés avec des surlignages relatifs pour l'essentiel à l'éducation des filles en particulier.

Kolda sont ainsi résumés par le PRDE : « *L'insuffisance du parc automobile et informatique, des crédits d'entretien et de réparation des véhicules, l'existence d'une seule ligne téléphonique pour l'I.A. et l'absence de réseau interne de communication constituent des défis à relever pour l'efficacité de la gestion du système éducatif. A ces différents problèmes il faut ajouter l'insuffisance du personnel d'encadrement et de service qui se résume à l'I.A et à l'I.A.A.*

Les conditions difficiles de travail dans les structures annexes où l'insuffisance du personnel d'encadrement, l'exiguïté et l'absence de logistique constituent des obstacles à lever pour un meilleur rendement » (IA Kolda, 2004).

Pour tout dire, l'accent est plutôt mis sur les besoins en moyens matériels et logistiques. Dès lors, le problème des filles ne pouvait pas être explicitement pris en charge comme cela ressort de l'encadré 4.

Encadré 1 : Problèmes mis en exergue dans l'élémentaire à Tambacounda

« ACCES

- *faiblesse de l'accès par manque d'information et de sensibilisation notamment dans certaines zones rurales*
- *déficit de personnel enseignant en français et en arabe*
- *capacité d'accueil limitée et vétusté d'une partie du réseau*

QUALITE

- *environnement scolaire défavorable : cantines, points d'eau, aires de jeux, sanitaires, clôtures, électricité, bibliothèques, etc.*
- *faible taux d'encadrement : 1 inspecteur pour 216 maîtres*
- *absence de formation continuée des enseignants*
- *conditions d'apprentissage difficiles du fait de l'insuffisance du matériel didactique*
- *non maîtrise des facteurs qui influent sur les performances (redoublement, abandon, échec)*
- *Nombre élevé d'écoles sans projet ».*

GESTION

- *absences d'études et de données statiques fiables*
- *circonscriptions trop vastes et enclavées*
- *moyens logistiques insuffisants*
- *Vétusté et sous-équipement des structures : IA, IDEN, PRF, IME*
- *Absence de moyens matériels et financiers pour les initiatives innovantes*
- *Faible prise en charge de la dimension genre*
- *Besoin de formation »*

Encadré 2 : Diagnostic de l'élémentaire à Kolda

DOMAINES	FORCES			FAIBLESSES		
	KOLDA	SEDHIOU	VELINGARA	KOLDA	SEDHIOU	VELINGARA
ACCES	Offre éducative acceptable 82.83% Bons ratios élèves/classes 49/classes ; élèves/t.banc	Evolution constante des effectifs. Forte demande éducative 75.31 %	Forte demande et offre éducative 93.09% Bon ratio élèves/classes	- Faible taux d'inscription au CI - Nombre important d'abris provisoires - Taux d'abandon élevé -taux élevé de redoublement	Offre éducative insuffisante – beaucoup d'abris provisoires : 35.76% des classes – beaucoup d'écoles non clôturées taux élevé de redoublement	Disparité du TBS – influence religieuse à Gounass – hostilité à la frontière avec la Gambie taux élevé de redoublement
QUALITE	Bon taux de réussite au CFEE	Bon taux de réussite au CFEE	Résultat passable au CFEE	Déficit tables bancs Effectifs pléthoriques Absence structures d'accueil Encadrement personnel enseignant insuffisant 1 inspect. pour 237 maîtres Absence d'écoles à projet. Absence de formation spécifique des Directeurs. Insuffisances de manuels scolaires	Beaucoup d'abris provisoires 35.76% - Un inspecteur /461 maîtres Absence d'écoles à projet Absence de formation spécifique des Directeurs Insuffisances de manuels scolaires	Insuffisance du personnel d'encadrement 1inspecteur pour 252 maîtres Absence d'écoles à projet Absence de formation spécifique des Directeurs Insuffisances de manuels scolaires
GESTION	Forte gestion par le niveau central Intervention des ONG	Forte gestion par le niveau central Intervention des ONG	Bonne implication des APE. Forte présence des ONG comme Aide et Action et W.V – Bonne implication des autorités	Intervention faible et tardive des collectivités locales – Beaucoup d'écoles non clôturées 172 sur 207	Faible implication des collectivités locales	Forte présence et prédominance des V.E.

PRDE Kolda

Encadré 3 : Activités prévues par le PRDE de Tamba au niveau de l'élémentaire

Actions / Accès	Objectifs	Stratégies	Résultats/Indicateurs
Information sensibilisation des populations	Mobiliser les parents d'élèves pour des inscriptions massives en faveur surtout des filles pour une parité en 2005	Réunions d'information Animation d'émissions radiophoniques Rencontres entre autorités Campagne Scofi Création d'un bureau Genre et équité	Tous les élus, délégués de quartier, chefs de village, autorités religieuses, coutumières, ASC sensibilisés
Recrutement de VE
Construction, réhabilitation classes Amélioration de l'environnement scolaire améliorer les besoins nutritionnels des élèves par la mise en place de cantines notamment à BAKEL en vue de favoriser l'accès, la qualité des apprentissages et le maintien des filles Installer des points d'eau et des puits dans les écoles Installer des latrines séparées dans les écoles Sécuriser les écoles par - la construction de clôtures Raccorder certaines écoles au réseau électrique Installer des bibliothèques dans les écoles Critères de choix Identification des écoles Mise en place des critères et identification des écoles Mise en place des critères et identification des écoles Mise en place des critères et identification des écoles Mise en place des critères et identification des écoles Mise en place des critères et identification des écoles Recherches Etudes recommandations - Cantines étendues au département de Bakel - cantines implantées et fonctionnelles dans les écoles cibles Points d'eau disponibles dans 80% des écoles Latrines disponibles dans 80% des écoles 50% des écoles clôturées Courant disponible dans toutes les écoles proches du réseau électrique Bibliothèques disponibles dans 25% des écoles Facteurs de contre- performance maîtrisés
Etude sur le rendement interne	Maîtriser les facteurs qui favorisent les contre- performances		
Relèvement du taux d'encadrement Inspecteurs/maîtres F.C des enseignants			
Dotations en matériel didactique Extens. projets d'école			

Source : PRDE Tamba

Encadré 4 : Développement de l'élémentaire à Kolda

Stratégie de développement du sous secteur Enseignement élémentaire	Champs d'intervention	Objectifs à réaliser
Corriger les disparités entre circonscriptions et entre écoles. Renforcer les capacités de gestion à la base	ACCES	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter 1.483 V.E. d'ici 2003 (673 en 2002) (810 en 2003) - Construction d'écoles intégratrices (enfants aveugles, enfants sourds) - Ouverture de bibliothèques dans toutes les écoles à cycle complet (115 bibliothèques) dont 60 en 2002 - Faire progresser le TBS de 3.74% en 2002 - Doter le tiers des écoles soit 197, d'ouvrages annexes (latrines, points d'eau etc.) - Porter le ratio élèves/table banc à 02 élèves par table banc - Porter les écoles de 04 et 05 classes à 06 classes, soit 94 classes à construire pour 56 écoles.
	QUALITE	<ul style="list-style-type: none"> - Doter 30% des écoles de projets, soit 177. - Assurer une évolution progressive de 5% par an du taux de réussite au CFEE. - Assurer une formation initiale et continuée aux directeurs d'école. - Assurer la mise à niveau des maîtres chaque année.

2.2.3 Pertinence et cohérence des plans

a) Remarques générales

De manière générale, l'examen de plusieurs Plans locaux de développement de l'éducation laisse apparaître des manques relatifs notamment au degré de cohérence entre principes directeurs, objectifs retenus, stratégies, moyens à mobiliser, etc. Si les principes restent pertinents, ils ne sont pas toujours déroulés suivant des stratégies et des objectifs conséquents. A titre illustratif, le PRDE de Kolda note qu' *«au terme de la mise en œuvre, en guise d'évaluation, les réalisations, en terme d'augmentation de l'offre éducative, de renforcement du partenariat avec les collectivités locales et la société civile et l'amélioration du taux de réussite, seront les principaux critères d'appréciation du niveau de réussite du présent plan d'action»* (IA Kolda, 2004). Mais en direction de cette société civile, il n'y a pratiquement pas d'actions retenues, ni d'indicateurs de performance.

Par ailleurs, aucun des Plans n'a véritablement élaboré un arbre des problèmes locaux doublé d'un arbre des hypothèses. En outre, il n'est apparu nulle part l'appréciation des conditions requises (conditions critiques). Ce qui fait que les plans peuvent être qualifiés d'ensembles de vœux sans se donner les véritables chances de succès.

En se référant aux activités prévues pour la promotion de la qualité des apprentissages (tableau 9), c'est comme si celle relèverait quasi exclusivement d'une formation continuée des enseignants. Est-ce là une bonne stratégie ? Est-il vraiment pertinent et rentable (rapport coûts/efficacité) que pour les modalités d'exécution (tableau 10), les séminaires soient privilégiés ?

Tableau 9 : Activités prévues pour la promotion de la qualité dans quelques IDEN

IDEN	Total	Gestion Ad - Mat – péda	Didactique	Elab PE	Visite Suivi	Eval Standar	Cours renforcement	Mob soc CI	Mise en place struct gestion	C. Anim péd	Biblio et autres
Guédiawaye	11	18,2%	27,3%	9,1%	9,1%	9,1%	0,0%	9,1%	9,1%	9,1%	0,0%
St-Louis 1	5	20,0%	20,0%		20,0	20,0%		20,0%			
St-Louis 2	7	14,3%	42,9%		14,3	14,3%		14,3%			
Dagana	8		75,0%		12,5	12,5%					
Diourbel	8	37,5%	37,5%			25,0%					
Mbacké	4	25,0%	50,0%			25,0%					
Bambey	8	12,5%	37,5%			37,5%	12,5%				
Tamba	9	11,1%	22,2%		22,2	22,2%	11,1%				11,1%
Kédougou	5		40,0%		20,0	20,0%					20,0%
Bakel	6	33,3%	33,3%			16,7%					16,7%
Kolda	4	50,0%	25,0%			25,0%					
Sédhiou	11	27,3%	18,2%		27,3	18,2%					9,1%
Vélingara	7	28,6%	28,6%		14,3	14,3%		14,3%			
TOTAL	93	20,4%	34,4%	1,1%	11,8	20,4%	2,2%	3,2%	1,1%	1,1%	4,3%

Source : ME/DEE Fiches d'exécution des plans qualité 2004

Tableau 10 : Modalités des activités pour la promotion de la qualité dans quelques IDEN

IDEN	Total	Séminaire	Encadrement rapproché	Production/ Exécution	Sensibilisation	Appui matériel
Guédiawaye	9	55,6%	11,1%	22,2%	11,1%	
St-Louis 1	5	20,0%	20,0%	20,0%	20,0%	20,0%
St-Louis 2	7	71,4%	14,3%	14,3%		
Dagana	7	100,0%				
Diourbel	8	100,0%				
Mbacké	4	75,0%	25,0%			
Bambey	8	62,5%	25,0%	12,5%		
Tamba	9	22,2%	33,3%	22,2%		22,2%
Kédougou	5	60,0%	20,0%			20,0%
Bakel	6	66,7%		16,7%		16,7%
Kolda	4	75,0%		25,0%		
Sédhiou	9	44,4%	33,3%	11,1%		11,1%
Vélingara	7	57,1%	14,3%	14,3%	14,3%	
TOTAL	88	61,4%	15,9%	12,5%	3,4%	6,8%

Source : ME/DEE Fiches d'exécution des plans qualité 2004

b) Relatif mutisme sur l'éducation des filles

A l'analyse, plusieurs PRDE et PDDE laissent apparaître le peu de préoccupation des autorités déconcentrées pour des actions clairement définies, avec des démarches et moyens adéquats en faveur de l'éducation des filles. C'est dire que si ces autorités ne sont pas effectivement convaincues de l'importance et de l'effectivité de l'enrôlement des petites filles, ou n'en font pas une haute priorité, elles pourront difficilement mobiliser de manière efficace les parents en vue de scolariser leurs filles.

Si pour Tamba (Encadré 3) il est prévu de « mobiliser les parents d'élèves pour des inscriptions massives en faveur surtout des filles pour une parité en 2005 », la reconduction de la stratégie classique consistant à organiser des réunions d'information et des émissions radiophoniques, risque de compromettre les chances d'atteindre les objectifs fixés. En outre,

ces derniers apparaissent irréalistes vu l'écart entre filles et garçons enregistré au niveau de la région, ainsi que les moyens disponibles. L'action « *Gestion de la dimension genre* » est peu pertinente au niveau de la rubrique « Gestion et pilotage » (Encadré 5) . Elle devrait plutôt se retrouver à « Accès et Qualité ».

Encadré 5 : Pour gérer le genre à Tambacounda

Actions	Objectifs	Stratégies	Résultats/Indicateurs
.....		
Gestion de la dimension genre	Renforcer et améliorer l'accès et le maintien des filles à l'école	Soutiens scolaires aux filles	Présence massive des filles et rendements améliorés
.....		

c) Tendances réductrices

Une autre caractéristique des PRDE et PDDE est leur tendance réductrice. Ils ont comme des oeillères leur empêchant de voir les nécessaires articulations entre l'éducation en général, celle des filles en particulier, et l'environnement socio administratif.

Ils révèlent quelquefois un manque de référence aux spécificités locales. A l'évidence, malgré certaines déclarations, la tendance « Top Down » (qui correspond une posture de non autonomisation, donc de non émergence d'un leadership local), est encore assez prégnante. Sous ce rapport, il est symptomatique que parmi les fondements du PRDE de Kolda, l'on ne note que les tendances mondiales et les priorités nationales en matière d'éducation, oubliant de ce fait les priorités locales. De même, l'on semble être à l'aise en retenant parmi les forces de la gestion du système au niveau local, la « *forte gestion par le niveau central* » (IA Kolda, 2004).

Pour le financement du système régional, la non participation des collectivités, du privé, des organismes de développement ne semble point trop préoccuper les Autorités scolaires. Des voies idoines de leur mobilisation effective ne sont pas explicitement esquissées. Ce qui dénote une certaine approche classique de l'administration dans un contexte de pénurie des ressources.

L'on semble aussi ignorer que parmi les problèmes que l'éducation doit contribuer à résoudre, il y a la réduction de la pauvreté. En atteste la faible visibilité de la relation entre accès des filles et précarité de maintes familles. Dans des régions où la pandémie du VIH/SIDA est devenue une préoccupation certaine, aucun des Plans n'évoque ce problème et bien sûr n'envisage de contribuer à sa lutte, par des activités de d'information, de sensibilisation.

d) Insularité persistante

Le manque d'ouverture à d'autres acteurs en dehors de la communauté éducative au sens restreint du terme peut être mesuré à travers les activités prévues par les fiches d'exécution technique des Plan qualité d'une vingtaine d'IDEN. Il y a comme une sorte d'exclusion des autres. Quasiment, aucune action n'est prévue en direction des parents, collectivités et autres partenaires possibles (tableau 11). C'est comme si l'école restait l'affaire des seuls enseignants. Pourtant la quasi totalité des PRDE et PDDE a mentionné la nécessité d'impliquer les partenaires du milieu environnant. Au demeurant, plusieurs études tendent à montrer le rôle et la place de ces acteurs dans l'amélioration de la qualité (ADEA, 2003).

Tableau 11 : Public Cible des activités pour la promotion de la qualité dans quelques IDEN

IDEN	Total	Insp /Pers	Directeurs	Maîtres	Elèves	Parents	OCB	Elus/Aut.adm.	Autres
Guédiawaye	19	15,8%	36,8%	42,1%		5,3%			
St-Louis 1	6		33,3%	50,0%		16,7%			
St-Louis 2	9	11,1%	55,6%	33,3%					
Dagana	10		20,0%	80,0%					
Diourbel	10		40,0%	60,0%					
Mbacké	7		57,1%	42,9%					
Bambey	11		36,4%	63,6%					
Tamba	9		11,1%	77,8%	11,1%				
Kédougou	5			80,0%	20,0%				
Bakel	6		50,0%	33,3%	16,7%				
Kolda	6	16,7%	33,3%	50,0%					
Sédhiou	11	9,1%	36,4%	45,5%	9,1%				
Vélingara	10	20,0%	30,0%	40,0%			10,0%		
TOTAL	119	6,7%	34,5%	52,9%	3,4%	1,7%	0,8%	0,0%	0,0%

Source : ME/DEE Fiches d'exécution des plans qualité 2004

Au total, l'on constate que la quasi totalité des PRDE et PDDE analysés, ne prévoit point un paquet d'actions prospectives (étalé sur 3/ 4 ans) afin de rendre plus visible (carte des zones à forte disparité par exemple) comment atteindre la parité (pas fictive), du moins réduire très nettement les écarts en recrutant les derniers enfants (garçons comme filles) pour donner au genre sa véritable signification (équité entre les deux sexes).

3. Eléments de remédiation et d'action

Au vu des leçons apprises et de nombre d'initiatives prometteuses repérées, l'on peut esquisser plusieurs lignes d'action pouvant, dans la 2^e phase du PDEF, permettre de redynamiser sensiblement le recrutement et le maintien des filles, notamment dans les régions de Tambacounda, Kolda et Diourbel. Une telle dynamique procéderait d'une démarche de proximité tendant à valoriser de multiples ressources latentes.

3.1 Initiatives prometteuses et potentiel disponible

Les initiatives ci-dessous présentées, même si elles ne sont pas des modèles, n'en constituent pas moins des exemples qui pourraient être adaptés, amplifiés à une plus grande échelle.

3.1.1 Au niveau des structures scolaires

A St-Louis 2, l'*Observatoire de la scolarisation* mis sur pied par le Comité Départemental de Développement suite au recrutement pour le CI peu performant, regroupe en principe l'ensemble des partenaires et services étatiques concernés par l'éducation. Elle ambitionne de mener des actions de proximité. Son fonctionnement très épisodique et son manque de programme anticipateur, ne lui ont pas encore permis d'être un élément essentiel dans un dispositif d'action et de prévision en matière de scolarisation des filles. Sous ce rapport, elle est beaucoup moins performante que les associations d'enseignantes (cf. infra).

Quant à l'IDEN de Vélingara, elle a mis en place une table de concertation des ONG qui inclut aussi quelques organismes de développement comme la SODAGRI. La dite table a notamment permis de retenir et de mener des actions avec des résultats appréciables. Si en soi la philosophie qui a présidé à sa création est très pertinente, il reste qu'elle présente une certaine limite. Son leadership est plutôt assuré par l'IDEN. Ce qui fait que son fonctionnement reste tributaire des préoccupations du moment de l'autorité scolaire.

Une autre initiative de l'IDEN de Vélingara a trait à la constitution d'une sorte de « groupe de contact » pour la gestion du délicat problème de l'implantation de l'école « française » dans la communauté religieuse de Médina Gounass (cf. Repère 1). Ceci est un bel exemple d'une tentative de mobilisation de segments sociaux spéciaux dans la prévention d'éventuelles incompréhensions et/ou dissensions.

Repère 1 : De la gestion du cas Médina Gounass par l'IDEN de Vélingara

Médina Gounass abrite deux communautés musulmanes dont la « rivalité » repose essentiellement sur des différences ethniques. La résistance à l'école classique et en particulier à l'éducation des filles y est encore très forte (cf. supra).

Les contacts ont été possibles et facilités grâce des « relais » que sont i) l'ancien chargé du personnel de l'IDEN de Vélingara admis à faire valoir ses droits à la retraite et maintenant installé à Gounass, ii) un professeur d'enseignement lié à la famille maraboutique de Gounass et mis à disposition par le Ministère de l'Education.

Grâce à leur intermédiation, il a été mis sur pied

- a) un Comité scientifique avec un représentant de chaque autorité religieuse
- b) Comité de gestion : recrutement - conditions de vie, etc.

La solution retenue est un modèle d'enseignement religieux élémentaire (franco arabe) avec une étape préscolaire de 3 ans.

Les chefs religieux ont marqué leur disponibilité pour disséminer le modèle dans d'autres villages environnants.

Avec l'avènement des Collectifs de Directeurs, maintes IDEN ont élaboré des instruments de suivi et d'encadrement des maîtres ainsi que des Cellules d'animation. Par exemple, les fiches en vigueur dans l'IDEN de Kolda (Annexes 7-8-9) constituent de bonnes médiations pour une déconcentration plus poussée des tâches de formation continue et d'observation des comportements pédagogiques des agents du système au niveau local. Toutefois, un examen attentif de ces documents de gestion et de contrôle révèle des limites certaines dans le domaine du genre. En effet, si des rubriques sont prévues pour le recueil de la présence féminine dans les effectifs des classes notamment, rien n'est explicitement mentionné pour permettre d'apprécier les CAP en approche genre. L'insertion de tels renseignements dans les différentes fiches constituerait au moins un déclic pour installer des réflexes chez les enseignants en attendant une formation-information systématisée dans ce domaine.

3.1.2 Au niveau des personnels

L'engagement en faveur de la scolarisation des filles est plus manifeste au niveau des femmes enseignantes. Leur dynamisme et les résultats auxquels elles sont parvenues, ont été salués par les autorités scolaires aussi bien à Saint-Louis, à Tambacounda, qu'à Kolda.

A l'instar de plusieurs CDEPSCOFI, les enseignantes de Saint-Louis regroupées au sein de AFEN (Saint-Louis 2) et de l'AFES (Saint-Louis 1), ont développé des initiatives qui ont fortement contribué à l'impulsion de la scolarisation des filles (Repères 2 et 3). Il est à noter que l'initiative de Centre aéré (AFEN) pourrait par exemple être élargie à la SAED qui pourrait octroyer aux enfants de ses travailleurs une subvention pour camp de vacances. Des moyens dont bénéficieraient d'autres enfants dont les parents ne sont pas de la SAED ; ce qui contribue au développement de la valeur 'partage' chez les jeunes enfants. Les jeux de rôles proposés aux jeunes filles de Saint-Louis 1 constituent à n'en pas douter de puissants moyens de motivation pour les jeunes filles.

Repère 2 : AFEN St-Louis 2

- Depuis 3 ans, la « Promotion Bakary Doumbia* » regroupe tous les élèves de l'IDEN inscrits la même année. Ils sont suivis du CI au CM2. Chaque élève dispose d'une fiche de suivi achetée par l'AFEN), bénéficie d'un appui matériel (dotation en matériel pédagogique), soutien moral (transmission des valeurs incarnées par leur parrain. La notion de promotionnaire est aussi élargie et il existe une saine émulation, élargissement de la notion de promotionnaire, émulation
- En vue de la scolarisation des filles, des 'Comités choc' sont constitués pour aider à trouver les bulletins de naissance et à sensibiliser les mamans en particulier. La stratégie du parrainage consistant à mobiliser chaque élève pour l'inscription de sa sœur est relativement efficace.
- L'AFEN envisage un Centre aéré pour les meilleurs élèves de St Louis. Grâce à un protocole d'accord avec « Ndar Label » (Quai des arts), une kermesse est prévue pour la levée de fonds

* IDEN de Saint-Louis 2 décédé il y a quelques années.

Reprère 3 : AFES St-Louis 1

- Cas de Guet Ndar où des filles (légitimes) ne sont pas encore baptisées par un père pêcheur qui ne dispose pas de moyens financiers. Une mobilisation pour inscrire des enfants sans bulletins (enfants inscrits sous des noms provisoires) a donné des bons résultats
- Afin d'éviter que les filles n'entrent dans une dynamique de vente de produits de la pêche, il leur est proposé des activités plus éducatives, des sortes de 'pare feu' (cf. projet de sauvegarde) : afin qu'elles n'entrent pas dans la spirale de la production hâtive, l'alternative porte sur des activités récréatives, des visites guidées, la formation socioculturelle, le jeu de rôles de certains personnages illustres de la localité qui peuvent être des modèles suscitant un engagement résolu pour des études

Dans le Vélingara, des Amicales zonales (enseignants et enseignantes) sont constituées. Elles organisent chacune deux week-end pédagogique-culturels par an avec la participation des populations. C'est là des moments propices pour trouver des voies et moyens idoines de promotion de l'éducation des filles.

3.1.3 Au niveau d'organismes de développement et de C.L

Les Collectivités locales et les Organismes de développement ne sont pas non plus en reste par rapport à des initiatives en faveur de l'éducation en général. Il importe seulement de faire en sorte que ces actions soient mieux visibles et mieux intégrés dans une approche systémique mais aussi prennent plus en compte les problèmes de la petite fille à l'école.

Le projet de la Communauté rurale de Nétéboulou (Annexe 3) n'est toujours pas exécuté, faute de partenaires. Apparemment, il n'est pas réellement intégré dans l'agenda des autorités scolaires. A telle situation s'explique dans une large mesure par le déficit relatif de coopération entre services déconcentrés et autorités décentralisées. Les espaces de dialogue, d'échanges sont peu développés en dehors des réunions officielles notamment pour la préparation des rentrées scolaires ou autres grands événements marquant la vie de l'école.

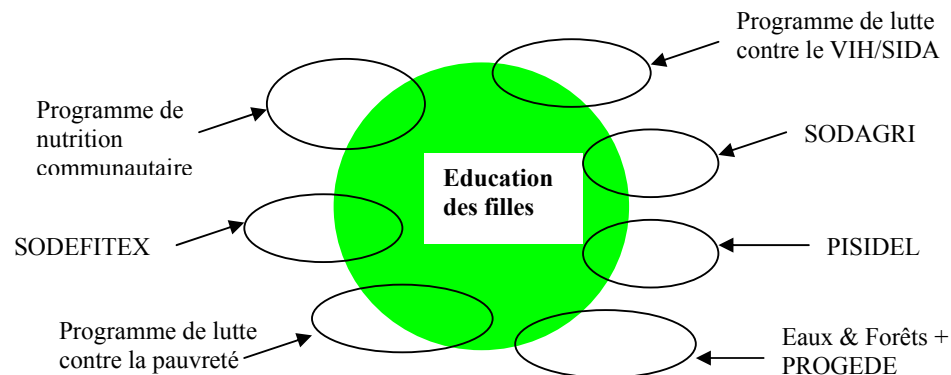
A Vélingara, les autorités locales ont été à l'origine d'un *Fonds local de l'Education* à hauteur de 50 millions F.CFA. Il est alimenté grâce notamment à la mobilisation de CR, de la Commune, d'immigrés et d'autres partenaires. C'est dire que si la mobilisation est conséquente et les objectifs bien définis, la contribution à l'effort financier en faveur de l'éducation peut être très appréciable.

Grâce aux CAF de la SODEFITEX qui ont permis des retombées socioéconomiques considérables en particulier pour les femmes qui ont fréquenté ces structures, un réel engouement est noté pour l'Alphabétisation. Ce mouvement a aussi contribué à l'émergence des femmes dans les différentes OCB de la zone d'intervention de la SODEFITEX. Elles y occupent dorénavant des positions de plus en plus fortes. Ce qui signifie qu'elles mesurent bien les profits liés à l'éducation et à la formation, quand elles prennent bien en compte les besoins et aspirations des bénéficiaires, de l'environnement socioculturel.

3.1.4 Opportunités à valoriser

Outre les collectivités locales, les diverses associations et ONG, des ressources latentes multiformes sont disponibles au niveau local et peuvent être mobilisées de manière efficiente pour l'accélération et la pérennisation de la scolarisation des filles en particulier à Tambacounda et Kolda. Le schéma 1 ci-dessous montre plusieurs zones de convergence à maximiser. Autrement dit, il est nécessaire d'impliquer plus significativement de nouveaux partenaires qui se disent disponibles pour accompagner l'éducation des filles. Au demeurant, la quasi-totalité de ces organismes dispose d'une certaine valeur ajoutée non seulement pour réduire la pauvreté qui demeure une entrave à l'éducation des filles, mais aussi en matière de mobilisation sociale pouvant être mise à profit pour contribuer au i) recueil de données démographiques de base, ii) recrutement de filles à l'école. Par ailleurs, certains de ces organismes (cf. Repère 4) sont bien aptes à participer à la conception et à la mise en œuvre de modules de compétences de vie (Culture et gestion du coton - Education environnementale - Riziculture - etc.) qui peuvent contribuer au maintien des jeunes filles à l'école, avec des apprentissages utiles et conformes aux besoins du milieu environnant.

Schéma 1 : Zones de convergence à maximiser



Repère 4 : Des ressources latentes pour l'éducation des filles

SODAGRI

- Existence projet de développement rural pour l'appui aux collectivités
- Existence fonds local de développement où l'éducation est éligible
- SODAGRI a déjà signé plusieurs protocoles : CSE – ANCAR – DEFCCS – ISRA – etc.

Source : Entretien

SODEFITEX

- Existence d'un protocole d'accord entre la SODEFITEX et le Ministère chargé de l'Alphabétisation : programme gratuit de CAF pour les femmes, et le développement économique et humain
- SODEFITEX présente dans les régions de Tamba et de Kolda, dans les départements de Nioro, Kaffrine, Foundiougne
- Un agent de base pour 10 villages

Source : Entretien

PROGEDE

Mission

-
- Promouvoir la participation des populations rurales au développement villageois par le canal des comités villageois de gestion du développement
- Promouvoir des activités génératrices de revenus

Bénéficiaires

-
- Groupements, Associations de femmes et de jeunes
-

Expérience en approche genre

Source : Dépliant PROGEDE

3.2 Leçons apprises

Plusieurs enseignements peuvent être retenus des enquêtes de terrain et de l'analyse de plusieurs documents relatifs à l'éducation des filles au Sénégal en général, dans les régions de Tambacounda, de Kolda, de Diourbel en particulier.

- Une posture « top down » (prédominance d'une hiérarchisation centralisatrice) est encore assez prégnante au niveau des responsables déconcentrés de l'éducation. Ce qui empêche, dans une certaine mesure, d'aller vers une logique s'appuyant largement sur les dynamiques locales pour un développement systémique de l'école à la base sans que cela ne puisse être perçu comme une remise en question de la tutelle. Cette tendance handicapante peut être appréciée notamment à partir des insuffisances notées dans maints PRDE et PDDE qui apparaissent souvent comme des *clônes* de plans nationaux. En d'autres termes, il y a un déficit relatif de formation en élaboration de projet au niveau des IDEN et IA.
- La scolarisation des filles n'est pas encore suffisamment incorporée dans les démarches et outils de gestion du système éducatif. Elle reste davantage au niveau des déclarations d'intention. Même si les autorités semblent convaincues de sa nécessité, son opérationnalisation au quotidien présente des lacunes certaines.
- A n'en pas douter, les Collectifs de Directeurs ont permis une redynamisation du suivi et de l'encadrement des maîtres ainsi que de l'harmonisation des apprentissages des élèves. Toutefois, ces instances de concertation présentent des limites certaines dans la mesure où elles se privent dans la quasi-totalité des cas, de l'apport d'autres partenaires comme les organisations communautaires de base, les collectivités locales, les ONG, etc. Or maintes études tendent à prouver le rôle que peuvent apporter de tels acteurs dans la promotion de l'accès et de la qualité de l'éducation. Ce dernier aspect qu'est la qualité peut difficilement advenir dans l'éducation de base s'il n'est pas résolument pris en charge par les services à la base que sont les IDEN en partenariat avec d'autres acteurs à la base comme les APE, les organismes d'encadrement socioéconomique. En d'autres termes, une décentralisation/déconcentration très poussée constitue un puissant levier de renforcement de la qualité. Celle-ci n'est pas toujours proportionnelle au volume des moyens financiers mobilisés et de l'expertise des personnels de l'éducation. Elle tiendrait plutôt à l'effectivité de ces moyens au niveau de l'école, grâce à une chaîne transparente où sont notamment impliqués les parents et les collectivités locales.
- Malgré quelques initiatives de diversification et de mobilisation de partenaires autres que les parents d'élèves, l'insularité de l'école est encore prégnante. La volonté d'aller vers les autres demeure encore plus théorique que pratique. Autrement dit, le dialogue social permanent centré sur les rôles et responsabilités des différents agents concernés par l'école n'est pas encore suffisamment de mise. Or, grâce notamment à une gestion participative érigée en règle connue et reconnue par toute la communauté éducative, il est aisé de susciter des investissements en faveur de l'accès à l'école en général, de la qualité des apprentissages en particulier. Sous ce rapport, la contractualisation est une des meilleures médiations pour favoriser la libération d'énergies créatrices (Niane, 2003), sans compter la pression que la communauté peut ainsi exercer sur l'école pour qu'elle produise des résultats tangibles. En effet, « *les populations à travers*

notamment les parents d'élèves, jouent alors un rôle de vigile pour s'assurer du bon fonctionnement de l'école. Le fait que les parents surveillent de très près la ponctualité et les absences des enseignants, veillent à ce que leurs enfants soient ponctuels eux aussi, s'informent régulièrement auprès de ces derniers sur ce qu'ils font en classe, sollicitent l'intervention de l'inspection départementale en cas de conflit avec le directeur, ce sont là autant d'exemples de pression que la communauté peut exercer sur l'école ». (ME/DPRE, 2004a : 239)

- Il persiste encore dans plusieurs poches, certaines pesanteurs socioculturelles en défaveur de l'éducation des filles en particulier. Cette attitude est renforcée dans une large mesure, par la pauvreté et une approche assez sectaire de l'école quant à l'intéressement des non professionnels aux choses de l'éducation.
- Il apparaît que dans le domaine de la promotion de la scolarisation des filles, quand les femmes s'engagent résolument, elles ne ménagent aucun effort pour atteindre les objectifs qu'elles s'assignent. Sous le même rapport, s'il y a une sorte de complicité fondée sur la transparence, l'engagement éprouvé, la « communion », la mobilisation des parents et des populations de manière générale, est très forte (cf. résultats obtenus dans l'IDEN Podor grâce à cette posture). Ce que confirme d'une certaine manière l'étude de l'ADEA sur la décentralisation : *« Les formes et contenus porteurs en matière de décentralisation et de diversification des systèmes sont ceux fondés sur la confiance, la transparence et la valorisation des dynamiques communautaires ».* (ADEA, 2003)
- La disponibilité des organismes d'encadrement socioéconomique pour coopérer avec l'école est manifeste. Cependant, elle demeure encore sous exploitée.

3.3 Paquet d'actions pour la 2^e phase du PDEF

Jusque là, ce sont plutôt les parents qui venaient vers l'école. Et les stratégies classiques afférentes au recrutement des filles en particulier, ne semblent plus avoir une marge progression notable. Il importe d'inverser cette situation et promouvoir une démarche de proximité vers le « dernier carré » relativement réticent par rapport à l'école et sans aucun doute confronté à la pauvreté. Autrement dit, il apparaît nécessaire de créer les conditions d'une demande, ou plutôt de l'acceptation de l'offre éducative par les « réfractaires ». Pour y parvenir, l'élargissement de la base de soutien de l'éducation des filles est incontournable. Il devrait être induit par une réorientation autour de trois principes essentiels.

a) ***L'obligation de démultiplication*** : Au cours du déroulement de l'IEFA et d'autres programmes, les personnels sont les IDENs, les directeurs d'écoles ainsi que certaines catégories d'agents ont reçu des formations et informations. Ce stock de compétences n'a pas été toujours fructifié, c'est-à-dire démultiplié à l'échelle. Il reste une énergie latente. L'engagement préalable de tout candidat à une formation pour une démultiplication effective de ce qu'il aura appris, serait un signe et un repère pouvant créer une dynamique d'entraînement chez les enseignants en particulier ;

b) ***L'Ecole comme groupe ouvert*** : La relative insularité de l'école est handicapante ; il faut s'ouvrir et partager. Ce qui doit se faire par délégation ou tout au moins partage de certaines responsabilités jusque là uniquement assumées par l'école et ses autorités. Une telle délégation devrait dorénavant concerner davantage les entreprises et sociétés d'encadrement socioéconomique, ainsi que les ONG et autres associations à la base.

c) ***La fidélisation des partenaires et cibles*** : Si la mobilisation de divers partenaires est plus que nécessaire, il est aussi impérieux de les fidéliser par rapport à un combat (éducation des filles) relativement complexe et qui ne peut se gagner que dans la durée. Il reste entendu que les médiations de fidélisation varient selon les partenaires ou cibles. Par exemple, pour les *Comités d'enseignant(e)s des zones prioritaires*, il pourrait s'agir de programmes de formation continue sans oublier d'autres formes de motivation. Pour les *Collectivités locales, OCB et organismes de promotion socioéconomique*, leur fidélisation passerait par leur implication et mobilisation constante dans la détermination de plans d'actions concertés d'une part, en déroulant notamment des actions incitatives comme les programmes d'alphabétisation pour parents, les activités génératrices de revenus autour de l'école d'autre part. Sous ce rapport, les IDEN et IA devraient être plus attentives aux démarches et initiatives des Communautés rurales notamment (cf. Annexe 3 : Document introductif à la journée de concertation sur l'éducation de la CR de Nétéboulou). Cependant, il importera de veiller à ce que ce partenariat ne s'inscrive point dans une logique de « projet » avec tous les biais ou dysfonctionnements que l'on y note. Dans le *Précolaire*, les filles sont bien représentées (cf. Tambacounda supra). Il s'agira alors d'étudier des mécanismes idoines d'enrôlement et de maintien de ces petites qui, d'une certaine manière sont relativement habituées à l'environnement scolaire.

En déroulant les principes directeurs ci-dessus indiqués, l'on peut retenir un paquet d'actions et de mesures spécifiques. Ledit paquet concerne essentiellement les instruments de mobilisation de proximité, les dispositions de renforcement pour l'accès et le maintien des filles dans les « poches de résistance » notamment, ainsi que les facilitations socio administratives pouvant être envisagées.

3.2.1 Coalitions locales

Les Coalitions locales pour l'éducation des filles, sont des instances de proximité devant faciliter en particulier leurs accès et maintien. Comme organes de contribution à l'émergence d'autorités locales et acteurs à la base pour la « veille scolaire », elles pourraient aussi faciliter la mobilisation de financements internes.

Leur composition dépendrait des partenaires potentiels intervenant dans la zone ciblée (cf. tableau 12). En tout état de cause, elles devraient inclure le CODEC, la Collectivité locale pertinente, l'APE, le Regroupement des Enseignantes, etc. Chaque Coalition désigne son Chef de file. Celui-ci, ne devrait pas être, autant que faire se peut, le Chef de la Circonscription scolaire ou un Directeur d'école. Le Protocole d'entente pour l'éducation des filles signé par les différents partenaires est un engagement solidaire pour atteindre des objectifs identifiés d'accord parties, avec une répartition idoine des rôles.

Tableau 12 : Exemples de coalitions locales possibles

Région	Partenaires possibles			
	C.L & Services régionaux	Associations	Projets de développement – ONG	Entreprises
Diourbel	Statistiques – DEFCCS – CR -	CODEC – APE -	Programme lutte contre la pauvreté - PAGF -	SEIB
Kolda	Statistiques – DEFCCS – CR -	CODEC – APE	PROGEDE – Aide Action - Programme lutte contre la pauvreté -	SODEFITEX
Tambacounda	Statistiques – DEFCCS – CR -	CODEC – APE	PROGEDE – Programme lutte contre la pauvreté -	SODEFITEX
Saint-Louis	Statistiques – DEFCCS – Commune -	AFEN – AFES – APE	Plan International -	SAED

3.2.2 Amélioration de l'accès et du maintien des filles

La stratégie pour intégrer le genre comme ligne d'action ou sous composante dans la 2ème phase du PDEF peut difficilement se concevoir sans certains pré requis et une nette amélioration des performances et de l'environnement des apprentissages pour les filles. Le genre doit rimer avec promotion (accès, qualité, statut) de la fille à l'école.

Un des pré requis demeure la prise en charge les filles depuis la naissance afin de disposer des informations socio administratives pertinentes devant permettre de déterminer avec le maximum de précision le potentiel à inscrire, des contraintes à lever. Tout ceci suppose évidemment une étroite collaboration de l'Ecole ou de la Coalition avec les services de l'état-civil des communes et des CR.

Durant la phase 1997-2003 de l'IEFA, plusieurs mesures d'incitation pour l'éducation des filles ont été mises en œuvre. Il importe de les renforcer (Repère 5) et d'engager d'autres mesures suffisamment hardies pour réduire très nettement le retard des filles par rapport aux garçons. L'amélioration de l'environnement i) des apprentissages, ii) psychosocial des filles suppose plusieurs mesures ou actions en direction des personnels enseignant, du milieu physique de l'école, des populations encore réticentes.

Repère 5 : Quelques renforcements

-
- Davantage concentrer l'appui en fournitures et matériels aux filles des périodes critiques que sont les 1^{er} et 6^e niveaux pour éviter les décrochages précoces et favoriser la réussite aux examens.
- Cours de rattrapage /renforcement pour les filles
- Disponibilité accrue de l'eau et assainissement renforcée des écoles

Pour les personnels des écoles, les actions ci-dessous peuvent être envisagées.

- ✓ Renforcement de la formation en approche genre pour les maîtres, animateurs pédagogiques ;
- ✓ Formation en techniques de communication pour les directeurs et maîtres car l'enrôlement et le maintien des filles dans les zones hostiles nécessite une démarche de proximité, de persuasion ;
- ✓ Instauration d'une approche plus flexible pour intégrer de nouveaux modules de compétences de vie spécifiques aux réalités locales. C'est ainsi par exemple que pour Tambacounda et Kolda , ce serait la Culture et la gestion du coton (avec l'appui de la SODEFITEX), la Gestion des ressources forestières (Appui du PROGEDE). Sous ce rapport de la flexibilité, l'information et la prévention contre certaines pandémies comme le VIH/SIDA devraient être mieux prises en compte. Sinon, ce serait commettre l'erreur que le taux actuel de prévalence au Sénégal dispense de mener des actions préventives d'information, de sensibilisation, notamment en direction des jeunes filles en âge scolaire. En particulier, il importe de montrer et de faire admettre comment cette pandémie aggrave la pauvreté (cf. Programme lutte contre la pauvreté). Au demeurant, la région de Kolda et de Tambacounda sont loin d'être épargnées par les méfaits de maladies sexuellement transmises.
- ✓ En vue d'une saine émulation, d'une motivation d'entraînement, instaurer des prix annuels aux écoles et filles qui auront fait les meilleurs résultats (réussite – promotion – accès – non abandon – mobilisation – etc.).

Mitiger les contraintes d'apprentissages des filles appelle aussi le renforcement du programme de santé scolaire et de nutrition avec des cantines scolaires dans les zones d'accès difficile. Des possibilités de mobilisation d'ONG ne devraient pas manquer. Il est paradoxal que dans des régions fortement dotées en arbres comme Tambacounda et Kolda, beaucoup d'écoles, notamment en milieu rural, ne disposent point de barrières de protection. Pourtant la DEFCCS (à travers ses inspections régionales et suite à un protocole d'entente avec le ME ou ses démembrements) peut aider à clôturer les établissements avec des haies vives. Des économies d'échelle par rapport aux coûts des murs seraient ainsi réalisées, sans compter les profits pédagogiques d'un tel exercice et les avantages que pourraient en tirer les filles qui peuvent disposer ainsi de leur espace nature.

Dans des régions comme Tambacounda et Kolda avec des foyers religieux très influents et un relatif déficit en modèles féminins de réussite scolaire, des catégories d'interfaces sociales sont requises pour davantage favoriser l'enrôlement des filles.

- a) Milieux religieux : Dans les foyers religieux résistant à la pénétration de l'école classique (par exemple Médina Yoro Foulah), il existe une certaine concurrence des leaders locaux qui cherchent à implanter leurs propres écoles privées (franco arabe) ou envoient les enfants en Gambie où ils trouvent les conditions souhaitées. Pour contrer une telle dynamique, il serait souhaiter d'autoriser les IDEN concernées à recruter des volontaires arabisants à partir du « volet sécuritaire ». Ces volontaires, issus de ces foyers constitueraient de bons relais.
- b) Parrainage/marrainage par des femmes modèles : Encourager la mise en place de Clubs IEFA avec le soutien d'associations féminines : parrainage - rencontres avec des modèles féminins de réussite – etc.

Puisque la résistance à l'éducation des filles s'explique dans une large mesure par des contraintes liées à la pauvreté, les organismes de développement économique doivent être mises à contribution. Cela passerait notamment par la négociation de protocoles d'accord avec des sociétés comme la SODEFITEX, la SODAGRI, etc. en vue d'instituer une sorte de *troc éducatif*. A l'image du rachat de la dette des pays pauvres, l'on pourrait ainsi aller vers un rachat de l'éducation des filles à la base grâce à des bourses aux enfants et/ou des intrants économiques aux familles pour la scolarisation des filles. En outre il peut être envisagé d'ajouter aux conditions d'éligibilité pour disposer de l'appui de certains programmes comme le PISIDEL, l'implantation d'une école avec un certain ratio de filles.

3.2.3 Mesures subsidiaires de facilitation et d'accompagnement de l'IEFA

- Allonger sensiblement la période de recrutement au CI afin de minimiser certaines des écoles, mais aussi surtout pour permettre un déploiement plus long des facilitateurs que sont les femmes enseignantes ou les Coalitions. En tout état de cause, les IDEN et les Directeurs d'école devraient être progressivement doublés dans cette activité, par d'autres acteurs. Et une des valeurs ajoutées du recrutement étalé est une planification plus rigoureuse, donc la fin du « volet sécuritaire » en matière de recrutement et déploiement des maîtres.
- Modifier les modalités de fonctionnement du « quota sécuritaire » de recrutement des volontaires dans le sens de donner plus de prérogatives aux IA et IDEN pour faire face plus rapidement à certaines situations comme par exemple l'envoi d'un maître dans une poche de résistance où des démarches ont été fructueuses.
- Systématiser l'approche genre dans la collecte et le traitement des statistiques de l'éducation ainsi que dans les fiches de suivi des cellules d'animation pédagogique des IDEN.
- Instituer un livret scolaire dès l'élémentaire afin de mieux suivre le cursus des filles en particulier.
- Intégrer de nouveaux indicateurs comme le TA pour mieux se conformer au suivi international.
- Réduire le nombre d'indicateurs pour les campagnes annuelles de statistiques scolaires afin qu'ils puissent être plus efficacement mis à disposition à tous les échelons nécessaires.
- Compte tenu des contraintes financières, logistiques, etc. pour une production rapide et fiable des statistiques scolaires annuelles, il n'est pas interdit d'envisager, à l'instar du recensement de la population par les services de la statistique, une collecte intégrale bi ou tri annuelle et se contenter chaque année de principaux indicateurs nécessaires pour la planification de la rentrée scolaire.

L'ébauche de la matrice d'actions ci-dessous (tableau 13) constitue une base de travail à négocier en particulier avec les IDEN où la différence de TBS entre garçons et filles reste encore très forte.

Tableau 13 : Ebauche d'une matrice d'actions pour le renforcement de l'éducation des filles 2005-2010

Composante	Ligne d'action	Objectifs	Zone de pertinence de l'action	Indicateurs de performance	Responsable	En rapport avec	Echéancier	Moyens
1. Coalitions locales	Identification et négociation avec de nouveaux partenaires							
	Mise en place de coalitions locales							
	Elaboration de plans d'actions							
	Négociation de protocoles d'accord							
	Reformulation PRDE /PDDE	Intégrer davantage la dimension genre	Région / Département					
	Formation IDEN		Région					
	Formation directeurs et maîtres		Département					
2. Accès et maintien	Information sensibilisation partenaires		Département - CR					
	Recrutement Modules		Département – CR - Village					
	compétences de vie							
	Amélioration des apprentissages							
	Amélioration environnement scolaire							
	Mobilisation d'interfaces sociales							
							
3. Facilitation	Mesures administratives							
	Accompagnement économique et financier							
	Veille - alerte							

Recommandations fortes

- ❑ Renforcer la formation des autorités scolaires en élaboration et gestion d'un cycle de projet avec obligation de démultiplication.
- ❑ Négocier l'inclusion, dans les PRDE et PDDE, i) d'une prise en compte conséquente du recrutement des filles, ii) de la formation en approche genre, iii) de la dimension genre dans les fiches de suivi et d'encadrement.
- ❑ Ne point restreindre les tables de concertation mises en place par les IDEN aux seuls professionnels de l'éducation. A défaut de les élargir à d'autres partenaires locaux, initier des cadres parallèles (*Coalitions locales pour l'éducation des filles*) de mobilisation effective d'acteurs comme les OCB, les ONG, les organismes de développement socioéconomiques, etc. pour mieux réduire la pauvreté et accroître les chances de scolariser les filles dans les poches de résistance.
- ❑ Envisager une Evaluation-apprentissage du système « Collectifs de Directeurs » afin d'apporter les nécessaires rectifications dans sa mise en œuvre notamment.
- ❑ Renforcer la dimension genre dans l'analyse du secteur. Pour ce faire, il importe que les données à recueillir par les services concernés soient, autant que faire se peut, systématiquement ventilées selon le sexe.
- ❑ Suggérer aux autorités compétentes une réflexion sur l'institutionnalisation de l'Analyse du secteur de l'Education tous les quatre/cinq ans. Cette analyse, tout en intégrant conséquemment la dimension genre et d'autres aspects pédagogiques insuffisamment pris en compte dans le document actuel, contribuerait à l'écriture de programmes et plans d'action. Ce qui reviendrait aussi à alléger la collecte et le traitement de données scolaires souvent recueillies avec des moyens substantiels sans que la fiabilité ne soit bien garantie.
- ❑ Disposer de données démographiques fiables afin de pouvoir anticiper sur la situation de Dakar et d'autres localités (système de veille – alerte). Le développement d'une plus grande synergie avec des organismes intervenant à la base pourrait y contribuer.

Eléments de conclusion

Il semble bien possible d'inverser, du moins d'atténuer fortement les tendances défavorables à la scolarisation des filles dans certaines localités comme Tambacounda, Kolda, etc. qui tiendraient grandement i) d'une frilosité des autorités scolaires déconcentrées en matière de partenariat, de développement d'un leadership local, ii) de la persistance de croyances socioculturelles renforcées par la pauvreté. Pour se faire, une démarche de proximité s'appuyant sur des Coalitions locales s'avère nécessaire afin de convaincre et de fidéliser les poches de résistance à une éducation des filles élément déterminant dans l'avènement d'un développement humain harmonieux et durable. Des opportunités locales existent et peuvent être mobilisées avec un maximum de chances de succès si l'éducation des filles est effectivement élevée au rang de haute priorité par les IA et IDEN.

Annexe 1 : TdR : IEFA Evaluation Sénégal – Etude complémentaire

1. Contexte et justification

Au moment où les inspecteurs d'Académie et les inspecteurs départementaux préparent leurs plans de développement décentralisé de l'éducation, il s'avère utile d'examiner ces plans pour s'assurer qu'ils intègrent la dimension genre et accordent toute la priorité voulue à la réduction des disparités, de genre en particulier. Cet exercice est inspiré par un double défi : celui de la scolarisation universelle à l'horizon 2010 et de la parité en 2005. L'exercice profite également d'une double opportunité d'utiliser les résultats de l'analyse sectorielle et du rapport IEFA pour améliorer la promotion des filles par l'école aussi bien dans l'élaboration des PRDE (Plans Régionaux de Développement de l'Education) et PDDE (Plans Départementaux de Développement de l'Education) que dans l'élaboration de la planification de la deuxième phase du PDEF.

2. But et objectifs

Améliorer la promotion de la fille par l'éducation en fécondant les PRDE et PDDE de même que la planification de la deuxième phase du PDEF par les leçons apprises dans le rapport IEFA, la Situation des enfants dans le monde 2004 et l'analyse sectorielle du développement de l'éducation au Sénégal.

3. Principales tâches

- Elaborer une grille de lecture pour Exploiter les Plans régionaux et départementaux de la 2è phase du PDEF ainsi que le document de l'analyse sectorielle;
- Appliquer la grille et lire les plans départementaux et régionaux de Dakar, Diourbel, Saint Louis, Tambacounda et Kolda;
- Analyser la prise en compte du genre dans les objectifs, stratégies et lignes d'actions préconisés par ces plans
- Tirer des conclusions, faire des recommandations et proposer un mode d'intégration des leçons apprises dans chacun des PRDE et PDDE des régions ciblées pour améliorer la promotion de toutes les filles par l'éducation
- Participer comme personne ressource à certains ateliers de revue des plans régionaux et départementaux

4. Méthodologie

- Revue de la littérature/étude documentaire
- Entretiens avec les acteurs et IDENs principalement)
- Entretiens avec les partenaires au développement

5. Résultat/produit

Un rapport et des recommandations à intégrer dans les plans et lignes d'actions pour l'amélioration de l'éducation des filles au cours de la 2de phase du PDEF(2004 —2007)

6. Durée de la consultation : 30 jours

Annexe 2 : Personnes rencontrées

- KOUSSA Alioune, IDEN Saint-Louis 2
- FALL Moustapha, IDEN Saint-Louis 1
- FALL Modou, IDEN Podor
- SANGHARE Gaston, IDEN Mbacké
- SY Rose (Mme), Présidente de l'AFEN de Saint-Louis 2
- DIEYE Aïda (Mme) Présidente de l'AFES de Saint-Louis 1
- HOPWOOD Ian, Représentant UNICEF Dakar
- NDIKUMANA Jean Baptiste, Chargé de Programme Education – UNICEF Dakar
- MBAYE Souleymane, IDEN Guédiawaye Dakar
- TOURE Cheikhou, Consultant UNICEF Dakar
- FAYE Ngary, IA adjoint Tambacounda
- KA Mamadou, IA Tambacounda
- FOFANA Papa Sadouba, Vice président CR Nétéboulou, Président APE Nétéboulou (Tambacounda)
- SIDIBE Mamadou Malal, Responsable Alphabétisation/Communication – Direction du Développement rural de la SODEFITEX de Tambacounda
- NDIAYE Aïméroù IDEN Tambacounda
- BA Momar, Antenne PROGEDE Tambacounda
- BA Djibril, Antenne PROGEDE Kolda
- SENE Fatou Diop, Présidente Comité départemental SCOFI Tambacounda
- FALL Abdoul Aziz, Directeur SODAGRI Vélingara
- HANN Limane, IA Kolda
- LO Pathé, IDEN Kolda
- CISSE Matar, Directeur National des Eaux et Forêts
- SANE Penda Niang (Mme) Projet de lutte contre la pauvreté – Kolda
- FALL Yoro, IDEN Vélingara
-

Annexe 3 : Document introductif : concertation sur l'éducation de Néttéboulou

Région de Tambacounda - Département de Tambacounda - Arrondissement de Missirah
Communauté rurale de Néttéboulou

DOCUMENT PRE DIAGNOSTIC POUR LA JOURNEE DE CONCERTATION LOCALE SUR L'EDUCATION REALISE PAR LA COMMISSION EDUCATION - CULTURE – FORMATION ALPHABETISATION ET LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES

LE CADRE INSTITUTIONNEL

Rappel des textes de loi sur la décentralisation et leur application -

- Vu la Constitution, notamment en ses articles 37, 65 ;
- Vu la loi 90-06 du 22 mars 1990 portant code des collectivités locales ;
- Vu le décret n°96-1136 du 27-12-1996 portant application de la loi de transfert de compétence aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d'éducation, d'alphabétisation, de promotion des langues nationales et la formation professionnelle ;
- Vu la loi 96-07 du 22 mars 1996 en son article 57 la Communauté rurale participe à l'acquisition des manuels et fournitures scolaires des écoles élémentaires et des établissements préscolaires dans la limite des possibilités budgétaires.

En son article 58 il est permis au Président de la Communauté rurale de s'appuyer sur les services concernés de l'éducation nationale pour recenser chaque année les besoins en équipement, entretien et maintenance des écoles élémentaires et les établissements préscolaires de la CR par le biais de sa commission technique chargée de l'éducation.

OBJECTIFS DE LA JOURNEE le pourquoi de la journée ?

Dans le cadre des compétences transférées, le conseil rural de Néttéboulou veut appuyer le système éducatif par la mise sur pied d'un comité de gestion locale regroupant tous les acteurs de éducation.

- nous saisissons cette opportunité pour lancer un appel aux autorités de l'éducation de faciliter la création de nouvelles écoles primaires, préscolaires et cases des tout petits pour préparer nos enfants au rendez-vous du développement ;
- l'option pour une telle composition répond à des préoccupations diverses;
- le souci de transparence dans la gestion des affaires au niveau des APE ;
- une plus grande imputabilité de l part des gestionnaires du système éducatif;
- une implication totale des populations conduisant à réduire le taux d'échecs, d'exclusion et d'irrégularité des élèves;
- un renforcement de la communication entre les acteurs de l'éducation ;
- une bonne gestion du fonds de dotation par les élus locaux;
- il faut une nouvelle orientation de l'alphabétisation en milieu rurale;
- le recensement des langues à alphabétiser ;
- le choix de l'implantation des salles d'alphabétisation doit être conforme aux besoins de la population ;
- un calendrier de formation et de recyclage des formateurs locaux;

- une implication des femmes dans le système d'alphabétisation leur permettra de faire une bonne gestion dans leurs activités journalières telle que la gestion des moulins à mil, des jardins, des boutiques, la case foyer de la femme, les cases de santé, le contrôle régulier des enfants, etc.

- il faut renforcer la capacité de formation des femmes pour mieux maîtriser les techniques de transformation de leur produit;

- il faut appuyer la capacité de formation des élus locaux, des chefs de villages et O.C.B sur les textes de la décentralisation, pour avoir une bonne gouvernance locale.

Cela facilitera la bonne cohabitation et tout un chacun saura sa place et son rôle dans le développement de la communauté rurale.

Composition et rôle du comité de gestion locale de l'éducation

Le bureau du comité de gestion z

Le président

Le P.C.R

Vice président

Le président de la commission éducation

Le S.G

Le Coordinateur du collectif des directeurs

Le S.G Adjoint

Le deuxième Coordinateur du collectif des directeurs

Le Trésorier Général

Le C.R

F.L.G.P.F

Assistant

Le sous-préfet

Le chef du C.E.R.P

Le chef de poste de santé

Les agents O.N.G /C.R

Membres

Les conseillers ruraux

La fédération locale des GP.F

Les directeurs d'écoles

Les CV où il y a écoles

Les Imams où il y a écoles

Les représentants des jeunes

LE ROLE DU COMITE DE GESTION

Il aura comme charge:

- la construction, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles élémentaires, des établissements préscolaires et la case des tout-petits
- la participation à l'acquisition de manuels et fournitures scolaires
- participé à l'inscription des enfants en classe de CI.
- accentuer la scolarisation des filles en milieu rural
- la mise sur pied et contrôle des A.P.E, pour faire régner un climat de bonne collaboration
- participer au maintien des établissements dans un environnement propre
- veiller à ce que tout élève inscrit à l'école soit muni d'une pièce d'état civil
- aujourd'hui le conseil rural à travers ce comité de gestion décide de faciliter une bonne et franche collaboration entre les techniciens et partenaires de l'éducation pour améliorer les résultats dans les établissements relevant de son territoire.

En effet selon le sociologue Youssouf MBARGANE : « instruire, éduquer un enfant, c'est former en lui l'homme total conscient, responsable et qualitativement intégré dans le développement de son pays et du monde ».

EVALUATION INSTITUTIONNELLE DE L'EDUCATION

L'évolution processuelle de l'éducation montre schématiquement trois phases:

- ✓ une première phase où l'éducation était exclusivement l'affaire des techniciens de l'éducation qui n'ont de compte à rendre qu'à leur supérieur hiérarchique et à leur propre conscience
- ✓ une deuxième phase consécutive à l'adoption des A.P.E comme cadre relais de l'école aux parents, mais parfois il y a des rapports conflictuels ne favorisant pas la bonne marche de l'école.
- ✓ Une troisième phase qui concerne aujourd'hui, les textes sur la décentralisation ambitionnant d'ouvrir une nouvelle ère où l'éducation à la base n'est plus seulement l'affaire des techniciens et des AP.E mais l'affaire des élus locaux qui ont en charge la gestion des structures scolaires de leur communauté rurale.

EVALUATION DES BESOINS

Le système éducatif rencontre des contraintes de différents ordres

INFRASTRUCTURE

- le délabrement des infrastructures scolaires dans certaines zones de la communauté rurale cause des perturbations dans 'année scolaire;
- pour remédier à cela, il faut une sensibilisation des populations des villages où est implantées les écoles;
- le corps enseignant doit adapter un système de communication viable dans la zone où il se trouve;
- a maintenance et la propreté de ces infrastructures doivent être le souci principal des populations bénéficiaires ;
- le comité de gestion doit établir un calendrier de visite périodique pour vulgariser toutes les informations liées au bon fonctionnement des écoles.

PERSONNEL

L'autorité pédagogique doit veiller dès les premiers mois de la rentrée scolaire à ce que le personnel enseignant soit bel et bien en place.

ENVIRONNEMENTAL

La mauvaise qualité d'accueil des enseignants par les villageois doit être banni, car en Afrique, nous sommes nés dans 'hospitalité, on respecte l'étranger

- le parent joue un rôle fondamental dans la réussite de son enfant;
- doit faciliter à 'enfant l'accessibilité aux fournitures scolaires ;
- régularisation de son acte de naissance;
- veiller à la surveillance de l'enfant avant et après l'école;
- accompagner et les chercher (les enfants habitant pas dans le village où l'école est implantée).
- Tous doivent agir ensemble pour la scolarisation et le maintien des filles en milieu rural ;
- Il faut participer à la création des latrines scolaires et veiller à leur entretien ;
- Il faut penser clôturer les écoles rurales pour une bonne protection des enfants contre la divagation des animaux
- L'alimentation en eau potable de toutes les écoles serait une bonne solution

FINANCIER

- ❖ Il faut que tous les parents acceptent de verser la cotisation scolaire ;
- ❖ C'est une participation au fonctionnement de l'école dans les secteurs comme: la boîte pharmaceutique, le jardin scolaire, la cantine scolaire, l'achat du petit matériel, et la coopérative scolaire
- ❖ La gestion de l'école doit être l'affaire de tous : élèves, personnel enseignant et parents.

ANALYSE DE L'IMPACT

Une réponse appropriée aux besoins de l'école dans la communauté rurale serait une réponse communautaire aux problèmes de l'éducation à la base.

Pour que les résolutions de cette journée soient opérationnelles, il faut impérativement relever la capacité des acteurs à la base. A ce niveau, la formation périodique est plus nécessaire sans oublier le rôle et la place de la femme rurale, le conseil rural pense que l'alphabétisation et l'enseignement des femmes et filles est une importance capitale dans la solution de nos problèmes non seulement du fait de leur importance numérique mais aussi de leur force productive d'une valeur inestimable.

CONCLUSION

L'éducation, la formation et l'alphabétisation dans le cadre de la promotion des langues nationales doivent être une préoccupation de tous.

Aujourd'hui le conseil rural en concertation avec tous les acteurs de l'éducation trouvera une solution favorable à tous les problèmes soulevés pour avoir une communauté rurale modèle dans la région de Tambacounda.

Annexe 4 : Extraits du PDDE de Kédougou

.....

PRINCIPES DIRECTEURS ET ORIENTATIONS GENERALES

1. Principes directeurs:

Notre Plan Départemental de Développement de l'Education s'inspire, entre autre, des principes directeurs suivants :

Elargissement de l'offre éducative
 Décentralisation et déconcentration plus accrues
 Qualité de l'éducation garantie pour tous
 Approche partenariale et participative
 Gestion rationnelle et efficace.

2. Orientations générales :

Développement de l'accès par une densification du réseau scolaire
 Amélioration de la qualité et de la pertinence des apprentissages
 Organisation plus efficace et gestion plus transparente du système.

I SOUS - SECTEUR DE L'EDUCATION DE BASE FORMELLE :

PETITE ENFANCE

Stratégies de développement :

Implication de tous les membres de la communauté éducative.

Développement d'une politique de construction adaptée.

Renforcement des ressources humaines par une politique de formation plus adaptée

Renforcement des équipements et du matériel didactique

Champs d'intervention et objectifs :

Relever le taux de préscolarisation

Améliorer la qualité de l'offre d'éducation préscolaire par une approche holistique et intégrée.

Responsabiliser davantage les structures départementales dans la gestion administrative et financière de la petite enfance.

Actions :

ACCES

Objectifs : relever le taux de préscolarisation dans le département

Action 1 : information et sensibilisation

Action 2 : construction de 17 structures de prises de la petite enfance

Action 3 : recrutement de personnel

QUALITE

Action 1 : dotation en matériel et équipement pour l'école maternelle de Kédougou

Action 2 : formation du personnel des structures de prise en charge de la petite enfance.

Action 3 : création de cantines - scolaires

ACCES

ACTIONS	OBJECTIFS	STRATEGIES	FINANCEMENT	ECHEANCE	COUT	RESULTATS ATTENDUS/INDICATEURS	RESPONSABLE
Information/ Sensibilisation	Faire adhérer les populations à la politique de développement de la Petite Enfance	-Réunions publiques d'information -Emissions radiophoniques -Porte à porte	CL UNICEF MDCPCTP	2004 -2007	500 000 F x 4 ans = 2.000.000 F CFA	Toutes les cibles sensibilisées	IDEN
Construction de 17 structures de prise en charge de la petite enfance	Doter la Commune et les villages centres de structures de prise en charge de la petite enfance	Choix des sites et construction des structures	MDCPCTP BM JICA	2004 -2007	20.000.000 Fx 17 = 340.000.000 F CFA	17 Structures effectivement construites et équipées : 6 en 1 ^{ère} année 4 en 2 ^{ème} année 4 en 3 ^{ème} année 3 en 4 ^{ème} année	CTR
Recrutement de 34 animateurs de centres	Assurer un bon fonctionnement des centres	Tests de sélection	BCI CL	2004 -2007	Paie d'un animateur par an : 60 000 x 12 = 720 000 F An 1: 720 000 x 12 = 8 640 000 F An 2 : 720 000 x 20 = 14 400 000 F An 3 : 720 000 x 28 = 20 160 000 F An 4 : 720 000 x 34 = 24 480 000 F 67 680 000 F	animateurs recrutés et rémunérés régulièrement : 12 en 1 ^{ère} année 8 en 2 ^{ème} année 8 en 3 ^{ème} année 6 en 4 ^{ème} année	IDEN

QUALITE

ACTIONS	OBJECTIFS	STRATEGIES	FINANCEMENT	ECHEANCE	COUT	RESULTATS ATTENDUS / INDICATEURS	RESPONSABLE
Dotation en matériels et équipements pour l'école maternelle de Kédougou	1. Améliorer les conditions matérielles de travail des élèves et maîtres	1.1. Achat	MDCPCTP	2004 -2007	Manuels - Equipements Aire de jeu - Mobiliers Total : 6 420 000 F	Ecoles maternelles effectivement équipées	IDEN
Formation du personnel des centres	Développer et renforcer les compétences du personnel	Formation initiale et continuée	BM	2003 -2007	Formation du personnel : An 1 : 3.000 F x 36 ag x 15j = 1.620.000 F An 2 : 3.000 F x 24 ag x 15j = 1.080.000 F An 3 : 3.000 F x 24 ag x 15j = 1.080.000 F An 4 : 3.000 F x 18 ag x 15j = 810.000 F Perdiem des formateurs : 5.000 F x 2f x 15j x 4 ans = 600 000 F Recyclage du personnel : An 2 : 3.000 F x 36 ag x 5j = 540.000 F An 3 : 3.000 f x 60 ag x 5j = 900.000 F An 4 : 3.000 F x 84 ag x 5j = 1.260.000 F Perdiem des formateurs : 5000 F x 2 f x 15j = 150.000 FCFA Total : 8 040 000 F	Agents formés et recyclés	IDEN

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIREStratégies de développement :**Implication de toutes les composantes de la communauté pour la SCOFI**

Normalisation du réseau scolaire

Gestion plus rationnelle des flux et du temps d'apprentissage

Amélioration des conditions de travail par un renforcement des équipements

Renforcement des ressources humaines par une politique de formation plus adaptée

Pilotage du système par une gestion plus rationnelle des ressources.

Champs d'intervention et objectifs :

Elargir l'accès à l'école élémentaire en portant le taux à 90 % en 2007

Améliorer la qualité et la pertinence des apprentissages

Améliorer la gestion du sous - secteur

Actions**ACCES**

Action 1 : information et sensibilisation des populations

Action 2 : recrutement de VE

Action 3 : construction de salles de classes

QUALITE

Action 1 : réhabilitation de salles de classes

Action 2 : mission de suivi encadrement

Action 3 : formation des enseignants et dotation en matériel

Action 4 : dotation des écoles en matériel didactique

Action 5 : amélioration de l'environnement scolaire

Action 6 : maintien des filles

Action 7 : gestion des classes spéciales

Action 8 : constitution d'un réseau de transport d'enseignants

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE**ACCES**

ACTIONS	OBJECTIFS	STRATEGIES	FINANCEMENT	ECHEANCE	COUT	RESULTATS ATTENDUS / INDICATEURS	RESPONSABLE
Information / Sensibilisation	Mobiliser les parents d'élèves pour une inscription massive surtout des filles en mai.	Réunions publiques d'information Emissions radiophoniques Porte à porte campagnes SCOFI	BM UNICEF	2004-2007	1000000 F x4 = 4 000 000 F	Beaucoup d'enfants inscrits surtout les filles.	Division Genre et Equité de l'IDEN
Recrutement de Volontaires de l'Education	Remplacer les départs et pourvoir les extensions, créations en maîtres	Tests et sélections	BCI	2004-2007	Organisation du concours : 300 000Fx 4 ans = 1 200 000 F paie d'une VE par an: 60 000 F x 12 = 720 000 F An 1: 720 000 F x 60 = 43 200 000 F An 2 : 720 000 F x 120 = 86 400 000 F An 3 : 720 000 x 180 = 129 600 000 F An 4 : 720 000 x 240 = 172 800 000 F Total : 433 200 000 F	60 VEN recrutés et rémunérés régulièrement par an	IDEN
Construction de salles de classe	Etendre le réseau	Choix de sites et construction de classes	BCI	2004-2007	5 000 000 F x 160 cl = 800 000 000 F	40cl construites par an	CTR

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE**QUALITE**

ACTIONS	OBJECTIFS	STRATEGIES	FINANCEMENT	ECHEANCE	COUT	RESULTATS	RESPONSABLE
Réhabilitation de salles de classe	Rendre fonctionnelles les classes	-Identification des classes dégradées et réfection	ME DCES	2004 -2007	2 880 000F x 80= 230 400 000F	20 salles réhabilitées par an	CTR
Missions de suivi – encadrement	Assurer l'organisation du pool	-Intervention groupées	BM UNICEF	2004 -2007	600000 x 4 = 2400000F	25%des maîtres visitées par an	
	Formation des enseignants	Renforcer les capacités des enseignants surtout en français et maths	- Séminaires -Journées d'études -Visites de CAP	BM UNICEF CL	2004/2007	(3.000.000 F + 920.000 F) x 4 = 15.680.000 F	200 maîtres recapacités par an
	Amélioration de l'environnement scolaire	Doter les écoles d'intrants physiques de qualité	-Identification des écoles et mise en place des intrants	ME UNICEF	2004 -2007	Clôture : 6.000.000 F x 20 x 4 = 480.000.000F Puits : 3.000.000F x 20 x 4 = 240.000.000 F Latrines : 500.000 F x 20 x 4 = 40.000.000 F Total : 760.000.000 F	Toutes les écoles dotées d'intrants physiques de qualité

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

QUALITE

ACTIONS	OBJECTIFS	STRATEGIES	FINANCEMENT	ECHEANCE	COUT	RESULTATS	RESPONSABLE
Dotation des écoles en manuels didactiques	Améliorer les conditions de travail des maîtres et des élèves	Mise en place du matériel dans les écoles	ME	2004- 2007	Manuels : Total :256 750 000 F	Chaque élève dispose d'1 livre de lecture et d'1 de calcul et d'1 d'éveil.	IDEN
Sécurisation et conservation des manuels	Assurer une durée de vie plus longue des manuels	Achat d'armoires métalliques Mise à disposition de trousse pour reliure	BM	2004 -2007	Armoires métalliques : 100.000 F x 180 = 18.000.000 F Trousse : 25.000 F x 420 = 10.500.000 F Total: 28 500 000 F	2/3 des manuels sont conservés et sécurisés	IDEN
Extension des projets d'écoles	Améliorer les rendements scolaires	-Atelier de formation -Mise à disposition des financements -Mission de suivi /encadrement	BM	2004 -2007	Formation : 5.600.000 F x 4 = 22.400.000 F Financement PE : 1.500.000 F x 39 PE = 54.600.000 F Total: 77 000 000 F	Projets bien élaborés et financés	IDEN
Extension et gestion des classes spéciales	Porter le taux de couverture des classes spéciales de 10.52 à 20% et leur assurer une bonne gestion	Session de formation de 3j et Elaboration d'outils de gestion	BM	2004 -2007	Formation : 1 ^{ère} an : 64 maîtres 2 ^{ème} an : 20 3 ^{ème} an : 20 4 ^{ème} an :20 Total: 2 596 000 F	Gestion des classes spéciales maîtrisées.	IDEN
Constitution d'un réseau de transport d'enseignants	Réduire le temps perdu au cours des déplacements des enseignants	Signature d'un contrat avec des transporteurs		2004		Temps perdu réduit au strict minimum	IDEN

Annexe 5 : Extraits du PDDE de Tambacounda

.....

PRINCIPES DIRECTEURS ET ORIENTATIONS GENERALES DU PDDE

A - ORIENTATIONS GENERALES

S'appuyant largement sur les principes directeurs et orientations générales du PDEF, le présent PDDE sera bâti à partir d'un diagnostic que nous avons voulu participatif. En effet il a été réalisée à travers tous les arrondissements et la commune avec toutes les parties concernées par l'éducation (parents, élèves, PCR, Maire, Conseillers, Associations, groupements, ONG, autorités administratives, ...etc.)

La synthèse départementale de ce diagnostic a relevé des problèmes liés à l'accès, et à la qualité de l'éducation, à la gestion et en pilotage des structures conformément à la grille d'analyse des composantes du PDEF.

C'est pourquoi notre plan départemental reposera essentiellement sur les orientations ci-dessous :

L'élargissement de l'accès à l'éducation par l'extension du réseau local

L'amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'éducation dans le département

La création de conditions pour une coordination efficiente entre les différentes structures impliquées dans la gestion de l'éducation au plan départemental en vue d'une rationalisation de la mobilisation et de l'utilisation des ressources du secteur.

Dans le cadre de l'éducation de base et notamment l'enseignement élémentaire, constitue notre première priorité, conformément aux options gouvernementales largement exprimées par le PDEF.

A terme, le plan départemental de développement de l'éducation et de la formation non seulement aider à scolariser tous les enfants des arrondissements et de la commune, mais aussi et surtout contribuer à la mise en place des conditions d'une Education de base de qualité pour tous.

B - PRINCIPES DIRECTEURS

Favoriser la liberté de choix de parents :

Pour favoriser la liberté des choix des parents, il faut nécessairement diversifier l'offre éducative. Cela passe inéluctablement par sa libération dans le respect des textes et lois en vigueur (constitution - loi d'orientation)

Equité et égalité :

Une éducation de qualité pour tous suppose une égalité des chance de tous les enfants face à la réalisation du droit à l'éducation. Dans cette perspective de démocratisation de l'éducation, il nous faut à tous les niveaux œuvrer une discrimination positive dans l'allocation des ressources avec attention particulière aux problèmes spécifiques liés au genre et aux handicaps. En attendant l'avènement des nouveaux curricula pour l'éducation de base et les autres ordres d'enseignement, il nous faut aussi orienter les enseignements vers la prise en compte des besoins spécifiques é des possibilités des individus au sein de la communauté éducative .

Atteindre par tous des soins de performances les plus élevées

(qualité)

Le Département de Tamba, après les acquis enregistres sur le plan de l'accès, se fixe comme défi majeur celui de la qualité. Cette dernière, difficile du reste à atteindre, suppose la maximisation et la synergie des efforts de tous les intervenants et à tous les niveaux. Pour se faire, une attention particulière doit être accordée à l'harmonisation des programmes

(progression), à l'évaluation standardisée des performances, à la formation et l'encadrement rapproché des maîtres et à l'amélioration de l'enseignement scolaire en vue de tendre continuellement vers une école d'excellence.

Gestion transparente et efficace (responsabilité) –

Une telle option suppose la coordination et le suivi de toutes les structures impliquées dans la gestion et le pilotage du système éducatif à la base.

En somme, la communication permanente et régulière entre acteurs à la base, conjuguée à des objectifs clairement définis, partagés et notamment mesurés, appréciés et évalués sont les seuls garants sûrs pour nous mener vers des résultats probants.

Participation et partenariat efficace et bien coordonné

Fondée sur une mobilisation sociale permanente, la participation multiforme de tous sera toujours recherchée et privilégiée par notre PDDE. Donc notre ambition sera en définitive de faire en sorte que toutes les ressources disponibles chez les divers acteurs et partenaires, puissent être investies sans en entrave dans le secteur dans un esprit de franche collaboration pour un partenariat dynamique, large et mieux organisé.

Décentralisation / Déconcentration renforcée

Dans un contexte de régularisation avérée, le principe décentralisation/déconcentration devra le moteur du développement de l'éducation à la base. Il exige que les collectivités locales (commune et communautés rurale) puissent assurer correctement leurs compétences transférées par la loi en faisant de l'école leur propre affaire à travers la prise en compte de ses besoins exprimés à la base dans une démarche consensuelle, partenariale et participative.

GESTION

Stratégies de développement

Déconcentration de l'action administrative et pédagogique du corps de contrôle

Renforcement de la capacité de gestion des Directeurs d'école, des chefs d'établissement et des comptables en gestion financière et matérielle

Rationalisation du pilotage du système à la base et redynamisation des structures de gestion (APE, Cellules Ecoles Milieu, Coopératives scolaires)

Amélioration de la coordination entre les collectivités locales et l'IDE et les C.D.C.E

Renforcement de la qualité des prestations de l'IDE.

Champ d'intervention et Objectifs

Assurer un encadrement continu aux maîtres

Améliorer la gestion des Directeurs d'école, des chefs d'établissement, des comptables en gestion financière et matérielle

Rendre plus performant le pilotage du système à la base

Assurer une exécution correcte des budgets et des fonds de dotation de manière participative et concertée

Renforcer les capacités d'intervention et de gestion de l'IDE

Actions

Mise en place d'un dispositif départemental de suivi de la gestion administrative et pédagogique

Formation des Directeurs d'école, des chefs d'établissement, des comptables en gestion financière et matérielle

Redimensionnable de la circonscription

Mise en place et/ou redynamisation de comités de suivi et de coordination

Appui en moyens logistiques, financiers et matériels supplémentaires suffisants pour une meilleure gestion du système à la base.

GESTION – PLAN D’ACTION

Actions	Objectifs	Stratégies	Sources de financement	Coût	Echéancier	Résultats attendus / indicateurs de suivi
Mise en place d’un dispositif départemental de suivi de la gestion administrative et pédagogique.	Assurer un encadrement continu aux maîtres	Responsabilisation des Directeurs d’écoles. Appui logistique aux CDCE.	M.E	X 15 =	2004 à 2007	450 maîtres au moins visités par an. 15 motos DT125 pour les responsables des CDCE.
Formation des Directeurs, des chefs d’établissement et des comptables en gestion financière et matricielle.	Améliorer la gestion des acteurs concernés .	Recapacitation des acteurs concernés. Mise en place d’outils de gestion comptables adaptés, modernes et actualisés.	M.E		2004 à 2007	--- Directeurs d’écoles, ---- Principaux de collège, comptable financier, comptable matière formés.
Redimensionnement de la circonscription	Rendre plus performant le pilotage du système à la base	Création d’une seconde Inspection	M.E		2004 à 2007	Une seconde Inspection
Mise en place et/ou redynamisation des comités de suivi et de coordination.	Assurer une exécution correcte des budgets et des fonds de dotation de manière participative et concertée.	Implication des Directeurs d’école à l’exécution des budgets et des fonds de dotation	CL		2004 à 2007	Un comité de suivi redynamisé dans chaque communauté rurale.
Appui en moyens logistiques, financiers et matériels supplémentaires suffisants pour une meilleure gestion du système à la base	Renforcer les capacités d’intervention et de gestion de l’ID	dotation d’un second véhicule 4x4 dotation de 6 unités informatiques		24.000.000 F 2.400.000 F x 6 unités = 14.400.000 F	2004 à 2007	01 véhicule à acheter 06 ordinateurs achetés 02 motos achetés 500 litres au moins / mois.

ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

1 – Stratégie de développement

- 1 – 1. Définition du réseau scolaire par une politique de construction en adéquation avec la carte scolaire.
- 1 – 2. Mobilisation de ressources financières et matérielles par une implication plus accrue des collectivités locales et un partenariat diversifiée (ONG – Coopération décentralisé – Secteur privé, etc.).
- 1 – 3. Mise en synergie et harmonisation des interventions par u pilotage plus cohérent.
- 1 – 4. Renforcement des capacités techniques et pédagogiques des acteurs (directeurs, Maîtres) par un dispositif de formation continue adéquat.
- 1 – 5. Equipement des écoles et mise à disposition d'intrants pédagogiques par une planification rigoureuse des besoins.
- 1 – 6. Réorganisation et redynamisation des structures d'encadrement t d'animation (collectifs des directeurs, CAP, Equipes pédagogiques) pour un accompagnement plus adapté.
- 1-7. Elaboration é mise œuvre de plan de communication pour susciter une adhésion et une participation active de toutes les composantes de la communauté éducative à la réalisation du PDDE.

Champ d'intervention et objectifs

pour développer le secteur de l'enseignement élémentaire, le PDDE vise deux (02) objectifs majeurs :

Elargir l'accès à l'enseignement élémentaire en réalisant le taux de scolarisation à en 2007. entre autres modalités d'intervention pour atteindre untel objectif ; il faudra procéder à un recrutement planifié, à la construction et à la réhabilitation de salles de classe, au remplacement des abris provisoires et à une utilisation rationnelle des locaux et du personnel enseignant.

Accroître l'efficacité et la pertinence des apprentissages par une amélioration des conditions d'étude et un dispositif approprié de formation et de suivi-encadrement.

3 . ACTIONS

Accès

- Action 1 : Construction et réhabilitation de salles de classes.
- Action 2 : Extension du réseau et normalisation des structures.
- Action 3 : Utilisation rationnelle des locaux et du personnel.
- Action 4 : Soutien aux écoles privées.
- Action 5 : Mise en place de tables de concertation.

Qualité

- Action 1 : Equipement des salles de classe.
- Action 2 : Dotation en matériel didactique.
- Action 3 : formation des acteurs.
- Action 4 : Suivi-Encadrement des maîtres.
- Action 5 : Relèvement du taux de réussite aux examens.
- Action 6 : Mise en place d'infrastructures annexes.
- Action 7 : Sensibilisation et mobilisation des partenaires.

Plan d'Action : Amélioration de la qualité

Qualité : Enseignement élémentaire

Actions	Objectifs	Stratégies	Financement	Echéancier	Coût	Résultats Indicateurs
Equiper des salles de classe	Amélioration des conditions de travail de maître en mettant en place du mobilier scolaire	Achat et distribution de matériels complémentaires, de bureaux, de chaises, d'armoires	M.E C.L	Résorber 30 à 35 % du déficit chaque année		Toutes les classes pourvues en matériels Armoires, Chaises, bureaux
Dotation en matériel didactique	Assurer aux élèves des conditions optimales d'apprentissage	Achats et distribution de règles rapporteurs, équerre, compas, carte murales, compendiums scientifique et métrique	M.E C.L (maire)	Résorber 30 à 35 % du déficit chaque année		Maîtres et élèves suffisamment dotés en fournitures et matériels didactiques
Mise en place d'infrastructures annexes	Accroître les conditions d'hygiène et de sécurité pour promouvoir un enseignement scolaire sain	Installation de murs, de clôture, de latrines, d'adduction d'eau, de puits.	UNICEF ME	Résorber 30 à 35 % du déficit chaque année		50% des écoles dotées d'un environnement sain (eau, latrines, clôture)
Formation des maîtres et Directeurs	Consolider les compétences pédagogiques du maîtres Renforcer les capacités de pilotage et d'encadrement pédagogique des directeurs	Séminaire d'information et de formation sur les CEB Recyclage des VE Session de capacitation des Directeurs Cours de préparation aux CEAP / CAP	IDE			Directeurs et maîtres suffisamment formés et informés.
Suivi-Encadrement des maîtres	Améliorer les pratiques pédagogiques des maîtres	Accompagnement pédagogique dans les CAP et les écoles Visite de classe Journée d'étude	IDE			CAP fonctionnelle Maîtres visités au moins une fois / an
Relèvement du taux de réussite aux examens	Relever le taux de réussite au CFEE à 50%	Administration d'épreuves standardisées dans les classes de CM2 Organisation de cours complémentaires Suivi et encadrement des élèves à la maison	IDE			50% de réussite
Sensibilisation et mobilisation des partenaires	Impliquer les partenaires dans le recrutement et le maintien des filles à l'école	Campagne SCOFI Réunions publiques Emission radiophonique	UNICEF IDE COMITE SCOFI			Partenaires informés et mobilisés pour la cause de l'école.

EDUCATION PRESCOLAIRE ET CASE DES TOUT-PETITS

Stratégies :

Elargissement des capacités d'accueil des structures existantes et fonctionnelles (garderies communautaires et privées, écoles maternelles privées et publiques) ;

Augmentation du nombre de structures en zone urbaine et rurale par la réouverture de celles fermées et la construction de nouvelles structures ;

Expérimentation des structures alternatives par la création de nouveaux formats ;

Introduction de dimensions émergentes (santé – nutrition) dans les garderies et écoles maternelles pour un développement intégrée de la petite enfance ;

Mise en place d'équipements adéquats et de supports didactiques appropriées et suffisants ;

Tenue de table de concertation entre différents acteurs et partenaires du sous – secteur (IDE, CREP/CTP, collectivités locales, district sanitaire, PMI, OCB) ;

Formation initiale et continue des personnels du sous – secteur ;

Sensibilisation et mobilisation des ménages en rapport avec les GPF pour une inscription massive.

Champs d'intervention et objectifs

Accès :

Elargir l'accès aux structures de développement intégré de la petite enfance en zone urbaine et rurales par l'augmentation des capacités d'accueil du dispositif existant et la construction de nouvelles structures.

Qualité :

Doter les structures de développement de la petite enfance de personnels qualifiés, d'équipements et supports didactiques, d'intrants sanitaires et nutritionnels adéquats et suffisants.

Actions :

Action 1 : Réouverture de structures fermes et ouvertures de celles en chantier.

Action 2 : augmentation des capacité d'accueil des garderies et écoles maternelles ;

Action 3 : constructions de nouvelles structures de DIPE en zones urbaines et rurales ;

Action 4 : Inscription massive des enfants préscolaires ;

Qualité :

Action 1 : Equipement des structures de DIPE

Action 2 : Recrutement et formation d'éducateurs et auxiliaires du sous – secteur.

.....

.....

Annexe 6 : Extraits du PDDE de Kolda

.....

.....

1- SOUS SECTEUR DE L'ELEMENTAIRE

Ce sous secteur affiche un dynamisme certain reflété par les tableaux suivants :

2-1- Evolution des structures et des classes.

Structures et classes	Années					Observations
	1999	2000	2001	2002	2003	
Ecoles	176	196	207	226	245	Abris provisoires +69 écoles sur les 05 ans soit une moyenne de +13 écoles par an
Classes fonctionnelles	570	648	721	754	809	120 +239 classes sur les 05 ans soit +48 classes par an en moyenne

L'évolution des structures et classes consignée dans le tableau confirme le dynamisme certain annoncé au tout début pour ce qui est du sous secteur de l'enseignement élémentaire dans le département de Kolda. Retenons aussi que 120 de ces classes sont des abris provisoires soit 14,83% des classes.

2-2- Répartition des écoles à cycle incomplet.

Années	Ecoles à cycle incomplet						Observations
	01 cl.	02 cl.	03 cl.	04 cl.	05 cl.	Total clas.	
1999	39	49	25	16	03	132	75% des écoles du département sont à cycle incomplet
2000	41	61	46	14	03	165	84.18% des écoles du département sont à cycle incomplet
2001	57	56	44	13	04	174	84.05% des écoles du département sont à cycle incomplet
2002	48	59	58	19	04	188	83.18% des écoles du département sont à cycle incomplet
2003	61	53	62	18	09	203	82.85% des écoles du département sont à cycle incomplet

De 1999/2003, le pourcentage des écoles à cycle incomplet diminue sensiblement, bien que le rythme soit lent (84.18 en 2000 et 82.85 en 2003)

Constructions – Réhabilitations et équipements de 1995 à 2003

PROJETS	CONSTRUCTIONS NEUVES					REHABILITATIONS				
	Prévues	Réalisées	En cours	Equipées	Observations	Prévues	Réalisées	En cours	Equipées	Observations
PDRH2	93	93	00	93	100%	44	44	00	44	100%
AIDE ET ACTION										
1020	32	32	00	32	100%	-	-	-	-	-
OPEP3	19	19	00	19	100%	O	P	E	P	2
100 classes	30	30	00	-	100%	16	16	00	16	100%
BAD	47	47	00	47	100%	84	00	84	00	00%
AFDS	02	00	02	00	00%	-	-	-	-	-
PDEF/PEQT	22	22	00	22	100%	20	20	00	20	100%
AFD	150	00	150	00	00%	-	-	-	-	-
Total département	395	243	152	213	-	164	80	84	80	-

De 1995 à 2003, le département de Kolda a eu à bénéficier de l'intervention de plusieurs projets de construction qui ont réalisé et équipé 243 classes nouvelles. Par ailleurs, 80 classes ont été réhabilitées et équipées. Présentement, les programmes AFD et AFDS sont en phase d'exécution pour la construction de 152 salles de classe.

Malgré tous ces efforts, il reste beaucoup à faire car rien que cette année, la circonscription compte 120 classes sous abris provisoires, soit 14.83%.

S'agissant des structures annexes au niveau de l'élémentaire, on remarquera que :

*seuls 18.35% des écoles sont dotées de latrines

*16.90% des écoles sont clôturées

*04.81% des écoles ont un point d'eau.

Une intervention énergique dans ces domaines est aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour assurer de meilleures conditions d'étude pour nos élèves.

SITUATION DES STRUCTURES ANNEXES

Zones administratives	Nb d'écoles	Latrines		Clôtures		Puits	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Dioulacolon	64	33	51.56%	04	6.25	22	34.37
Dabo	80	37	46.25%	05	6.25	20	25
Médina Yéro Foulah	81	35	43.20	01	01.23	23	28.39
Commune	20	17	85%	14	70	08	40
Total département	245	122	49.79%	24	09.79	73	29.79

2-3- Les classes spéciales sur les 5 dernières années.

Types	Années					Observations
	1999	2000	2001	2002	2003	
CDF	22	38	58	75	74	09.14% des classes en CDF en 2003 Gap= 20.86%
CMG	18	28	30	50	58	07.16% des classes en CMG en 2003 Gap= 07.86%
Total classes	40	66	88	125	132	16.31% des classes en classes spéciales

Une lecture comparative du tableau ci dessous donne :

+52 CDF en 2003 par rapport à la situation de 1999

+40 CMG en 2003 par rapport à la situation de 1999.

Le tableau montre donc l'effort qu'il reste à faire par rapport aux objectifs du PDEF qui fixe à 30 % le nombre de CDF et entre 15 à 20 % le nombre de CMG.

Beaucoup de ces classes aussi sont sous abris provisoires, et nous osons espérer qu'avec l'intervention du Programme PDEF/PEQT mais aussi avec le soutien de nos partenaires principalement Aide et Action, AFD, FRAO, ces abris ne seront bientôt que de vieux souvenirs.

2-4- Les classes pédagogiques : situation de 1999 à 2003.

Classes Années	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	TOTAL
1999	126	109	106	102	69	72	569
2003	185	164	142	145	129	110	875

Entre 1999 et 2003, le nombre de cours a augmenté de +306 cours, soit une entrée en moyenne de 61 groupes pédagogiques dans le système.

2-4- Evolution des effectifs de l'élémentaire.

	ANNEES							Observations
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	
Garçons	14.799	15.743	17.021	18.390	19.223	21.516	22.997	+8.433 garçons sur les 7 ans , soit en moyenne 1.204,7/an, un coefficient d'accroissement : $\sqrt{7} = 0,22$
Filles	9.543	10.690	11.971	12.915	15.126	16.930	19.080	+9.117 filles sur les 7 ans, soit en moyenne 1.302,4/an ; un coefficient d'accroissement : $\sqrt{7} = 0,27$
Total IDEN	24.342	26.433	28.992	31.305	35.049	38.446	42.077	+17.550 élèves sur les 7 ans, soit en moyenne 2.507,1/an ; un coefficient d'accroissement : $\sqrt{7} = 0,24$

Les effectifs de l'élémentaire affichent une croissance exponentielle due à la fois à une offre satisfaisante, mais aussi surtout, aux différentes activités de mobilisation sociale initiées par les autorités académiques.

Cependant, des poches de résistance subsistent encore dans le Médina Yéro Foulah (MYF) et le Pathiana , et doivent faire l'objet d'une attention particulière.

2-5- Evolution du TBS.

TBS	ANNEES							Observations
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	
TBS global	55.98%	58.21%	61.13%	82.81%	82.83%	88.42%	93.79%	+37.81 entre 1997 et 2003, soit +05.40% en moyenne par an
TBS/Filles	45.02%	48.30%	51.79%	73.12%	79.65%	85.45%	+05.77% par an en moyenne sur les 7 ans.	

Le coefficient d'accroissement des effectifs a évolué positivement en particulier chez les filles où il dépasse légèrement celui des garçons. Ceci est la conséquence des activités menées dans le cadre de la SCOFI.

Quant aux données du TBS, elles ont connu conséquemment une évolution intéressante, plaçant le département dans les premiers rangs au niveau national.

Effectifs par niveau.

Années	CI		CP		CE1		CE2		CM1		CM2		Effectifs totaux	
	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt fille
2002	10.068	4.823	7.550	3.557	6.387	2.849	5.482	2.427	4.701	1.876	4.340	1.471	38.446	17.003
2003	10.676	5.292	8.618	4.040	6.716	3.026	5.951	2.574	5.316	2.205	4.800	1.943	42.077	19.080

Redoublants par niveau 2003.

Années	CI		CP		CE1		CE2		CM1		CM2		Total redoublants		Pourcentage
	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt filles	Total	dt filles	
2003	1.038	524	1.020	488	682	329	842	421	879	379	1.381	523	5.842	2.664	

Les effectifs par niveau décroissent progressivement du CI au CM2. Ceci est dû à des redoublements massifs et aux abandons.

Ratios à l'élémentaire /Calcul des ratios.

	Tables-bancs	Lecture	Calcul	Eveil	Classes	Maître Craie en Main(MCM)	Inspecteur/MCM	Observations
Ratios	01/7,6 élèves	01/02 élèves	01/3,8 élèves	01/01,9 élèves	51,78 élèves /classe	01/54,54 élèves	01/384MCM	Lecture :19.793 Calcul :10.982 Eveil :21.937 Tables- bancs :5.473

Il reste donc beaucoup à faire pour réaliser l'objectif un élève/un manuel fixé par le PDEF. Le déficit est cependant beaucoup plus aigu en calcul d'où la nécessité de repenser les dotations en manuels scolaires.

Il en est de même du ratio élèves/table - banc où un gap de 15.473 tables – bancs est à combler si l'on s'inscrit dans la logique de 02 élèves par table – banc. Autrement, c'est un gap de 8.491 tables- bancs si c'est un objectif de 03 élèves par table- banc.

S'agissant du ratio Inspecteur Maître Craie en Main (1/384), il explique à lui seul les difficultés à assurer un encadrement rapproché des maîtres.

Avec les coefficients dégagés dans le tableau 2.4, les effectifs suivants sont attendus :

2.6. Effectifs projetés.

	ANNEES				Observations
	2004	2005	2006	2007	
Garçons	28.343	34.578	42.185	51.465	
Filles	23.698	30.096	38.222	48.541	
Total	52.041	64.674	80.407	100.006	

L'évolution des effectifs nous rassure quand aux objectifs finaux en matière d'éducation.

Précisons par rapport aux effectifs de 2003 que :

*9.818 parmi eux sont dans des CDF (5.005 garçons + 4.813 filles)

*1.708 sont dans des CMG(1.036 garçons + 672 filles)

Une bonne partie aussi de ces élèves bénéficie de l'ouverture de cantines scolaires.

2.7. Les cantines scolaires.

La situation de 2002-2003 est résumée dans le tableau ci dessous :

Années Nature des cantines	2002		2003		Total
	Nb cantines	Nb pensionnaires	Garçons	Filles	
UNICEF	29	5.153	8.600	6.475	15.075
PAM	26	10.750			
Total	55	15.903			

Ces cantines scolaires ont joué un rôle déterminant dans l'élargissement de l'accès et le maintien des filles à l'école. C'est pourquoi, il faut trouver les voies et moyens de les étendre et d'en assurer la pérennisation.

2.3.8. Les Projets d'Ecole -PAOES.

Le renforcement de la qualité de l'éducation est en train d'être effectif grâce à l'élection de 23 Projets sur un total de 37 dossiers déposés. L'exécution du PAOES est préfinancé par l'ONG Aide et Action qui, en plus de l'enveloppe de 180 millions de l'AFD, devra mettre à la disposition de l'IDEN de Kolda, une subvention de 82.5 millions de francs CFA.

2.9. Le Personnel.

2.9.1. Le Corps de Contrôle.

Existant	Besoins	Ratio maître craie en main / Inspecteur
02	03	1/384

2.9.2. Le Personnel enseignant.

Le ratio Inspecteur /maître craie en main repose le problème de la formation continuée et de l'encadrement pédagogique qui sont les préalables à une éducation de qualité.

IDEN	Personnel enseignant par corps					Observations
	I+IA	MC	VE	EPS	Total	
Kolda	254	271	233	11	768	*65,49% du Personnel constitués de VE et MC *1 ratio de 1/384 (inspecteur/maître craie en main)

A l'image des autres départements, l'enseignement élémentaire au niveau de l'IDEN de Kolda est marqué par la prédominance des Volontaires et Maîtres Contractuels qui représentent 65.49% des maîtres craie en main.

2.10. Les examens scolaires.

2.10.1. Le CFEE.

Années	Type	Inscrits			Présents			Admis			% d'admission		
		G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
1999	Traditionnel	1150	554	1704	1109	535	1644	587	270	857	52.93	50.46	52.12
	Pilote	708	378	1086	699	369	1068	336	156	492	48.06	42.27	46.06
	Trad+pilote	1858	932	2790	1808	904	2712	923	426	1349	51.05	47.12	49.74
2000	Traditionnel	1098	525	1623	1071	513	1584	504	237	741	47.05	46.19	46.78
	Pilote	630	356	986	619	341	960	353	171	524	57.02	48.99	54.13
	Trad+pilote	1728	881	2609	1690	854	2544	857	408	1265	50.71	47.77	49.56
2001	Traditionnel	1371	669	2040	1350	659	2009	733	392	1125	54.29	59.48	55.99
	Pilote	738	379	1117	731	377	1108	362	159	521	49.52	42.17	47.02
	Trad+pilote	2109	1048	3157	2081	1036	3117	1095	551	1646	52.61	53.18	52.80
2002		2367	1123	3490	2355	1081	3436	1462	362	1824	62.08	33.48	53.08

2.10.2. L'entrée en 6^{ème}.

Années	Inscrits			Présents			Admis			% d'admission		
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T
1999	1999	1002	3001	1949	979	2928	580	257	837	29.75	26.25	28.58
2000	1256	567	1823	1233	561	1794	383	163	546	36.95	31.14	31.06
2001	2258	1148	3430	2252	1135	3387	1061	513	1574	47.11	45.19	46.47
2002	2437	1291	3750	2442	1274	3716	1095	470	1565	44.84	36.89	42.11

Un gap de 21.92% sépare le département de l'objectif de 75% de taux de réussite au CFEE.

On remarquera cependant que les résultats scolaires ont évolué progressivement sauf pour l'année 2000 où on note une baisse de 0.18% par rapport à 1999. La même remarque est valable pour l'entrée en 6^{ème}.

Le renforcement de la qualité des apprentissages est donc plus que jamais nécessaire si nous voulons atteindre l'objectif planifié à l'orée de 2010.

2.10.3. Les recrutements au CI.

	1999		2000		2001		2002		Objectif planifié de 2003
	<i>Total</i>	<i>dt filles</i>	<i>Total</i>	<i>dt filles</i>	<i>Total</i>	<i>dt filles</i>	<i>Total</i>	<i>dt filles</i>	
Recrutés	9439	4421	8386	4018	10402	4086	9935	4966	12.000 nombre recruté au 31/05/2003 : 8.025 enfants

L'évolution du recrutement au CI révèle une certaine faiblesse dans ce domaine :

*l'objectif planifié de 12.000 enfants en 2002 n'a pas été atteint

- deux facteurs expliquent ce phénomène :

la mobilisation sociale qui n'est pas permanente

le déficit en personnel enseignant qui ne permet pas de satisfaire toutes les demandes d'ouverture d'écoles enregistrées chaque année.

Il nous faudra donc agir sur ces deux leviers afin d'articuler l'offre éducative à la demande.

.....

Fiche diagnostic : Elémentaire

Sous secteur	Forces	Faiblesses
<p>E L E M E N T A I R E</p>	<ul style="list-style-type: none"> *Forte demande scolaire *Beaucoup d'écoles *Un bon TBS *Existence de partenaires dynamiques *Bonne intervention des différents programmes de construction et de réhabilitation *Un ratio élèves/classe satisfaisant *un bon coefficient d'accroissement : $\sqrt{v} = 0,24$ *Perspectives de financement des Projets d'Ecole par le PAOES *Intervention efficace des cantines scolaires (pour 15.075 pensionnaires) *Bonne tendance des résultats au niveau du CFEE *Bonne tendance pour le règlement de la parité garçons/filles (23.232 garçons contre 18.660 filles) *Proximité et collaboration avec l'EFI et le PRF (inspections et recyclage d'enseignants) *Un bon taux de promotion : 82.80% *Taux d'abandon minimisé : 02.004% 	<ul style="list-style-type: none"> *Beaucoup d'écoles à cycle incomplet *offre éducative limitée *Non existence d'un cadre de concertation des différents partenaires de l'éducation *Beaucoup de classes en abris provisoires(120) *Déficit criard en structures annexes : <ul style="list-style-type: none"> -18.35% des écoles ont des latrines -16.90% des écoles sont clôturées -04.81% des écoles ont des points d'eau *Peu de classes en CDF (09.14%) *De même pour les CMG(07.16%) *Un grand déficit en tables- bancs (01/7élèves) *Un ratio élèves/manuel de 1/3élèves *Une mauvaise gestion des ressources *Déficit du corps de contrôle (1/384 MCM) *Retard dans la mise en place des financements des PE. *Cantines scolaires insuffisantes en nombre *Résultats faibles à l'entrée en 6^{ème} *Un fort taux de redoublement (15.19% en moyenne ; atteignant 35.47% au CM2)

Fiche diagnostic : Elémentaire

Sous secteur	Forces	Faiblesses
E L E M E N T A I R E	<ul style="list-style-type: none"> *De grands effectifs en perspective *Existence de structures de gestion de l'éducation (APE-CGE-CLEF-CDCS) 	<ul style="list-style-type: none"> *Interventions sporadiques et insuffisantes des collectivités locales *Gestion irrationnelle du Personnel enseignant *Non existence d'une Inspection Médicale des Ecoles (IME) *Des bibliothèques scolaires insuffisantes et inopérantes *Structures privées inexistantes (01 seule école élémentaire privée) *Fréquentes perturbations de l'année scolaire (grèves et débrayages) *Non exploitation des possibilités offertes par la coopération décentralisée au profit de l'école *Non maîtrise des données démographiques *Difficultés de gestion des différents programmes d'enseignement par rapport au créneau horaire *Inexistence de base de données scolaires *Démarrage tardif des enseignements (gestion du Personnel + inscription au CI)

Résumé du diagnostic : Enseignement Elémentaire

Un sous secteur dynamique comme en attestent les statistiques scolaires sur les cinq dernières années. Cependant, l'importance du nombre des écoles à cycle incomplet ne permet pas de satisfaire la demande scolaire et de maintenir à un certain moment les élèves dans le système. Des efforts doivent aussi être faits en matière d'équipements scolaires et d'annexe. Il faut à tout prix améliorer la qualité des enseignements pour atteindre les taux du PDEF de 75% d'amis au CFEE et 50% de transition CM2/6^{ème}.

L'initiative privée doit être encouragée pour venir en appui au secteur public qui a presque atteint ses limites. Il faut enfin procéder à une allocation conséquente et une bonne gestion des ressources matérielles et humaines qui seules peuvent permettre un encadrement de qualité.

Plan d'action : Elémentaire

Stratégie de développement du sous secteur	Champs d'intervention	Objectifs à réaliser
<ul style="list-style-type: none"> *Résorber les écoles à cycle incomplet *Accroître l'offre éducative *Remplacer les classes en abris provisoires *Augmenter les CDF *Augmenter les CMG *Développer les structures privées *atténuer le coût de l'école *Vaincre les poches de résistance *Accroître les inscriptions au CI *Recruter suffisamment d'enseignants *Augmenter le nombre d'écoles à cantines scolaires 	<p>A C C E S</p>	<ul style="list-style-type: none"> *Réduire le nombre des écoles à cycle incomplet *Remplacer les abris provisoires en classes construites *Atteindre 30% des classes en CDF *Avoir 15% des classes en CMG *Diversifier l'offre éducative *Rendre l'école accessible à tous et assure le maintien , surtout des filles. *Ouvrir des écoles dans les poches de résistance *Réaliser les objectifs planifiés du recrutement au CI *Faire adhérer les populations à l'école *Rouvrier toutes les écoles gelées faute de maître *Doter +5% des écoles de cantines scolaires.
<ul style="list-style-type: none"> *Développer les structures annexes *Résorber le déficit en tables – bancs *Trouver des manuels complémentaires *Augmenter le nombre de Projets d'Ecoles élus et financés *Multiplier les sessions de recyclage, les inspections ordinaires et les animations pédagogiques *Accroître les résultats à l'entrée en 6^{ème} de 02% par an *Diminuer le taux de redoublement de 1.29% par an *Création d'une Inspection Médicale des Ecoles (IME) *Ouvrir des bibliothèques fonctionnelles dans les écoles élémentaires *Organiser des évaluations à caractère départemental 	<p>Q U A L I T E</p>	<ul style="list-style-type: none"> *Doter 50% des écoles de latrines(122 écoles) *Doter 50% des écoles de clôture (122 écoles) *Doter 50% des écoles de points d'eau *Avoir un ratio élèves/tables- bancs de 2élèves/1 table- banc *Avoir un ratio 1élève/1manuel *Avoir un ratio 1 inspecteur pour 110 maîtres craie en main *Doter toutes les écoles de projet financé. *réaliser des sessions de formation, journées d'étude, des conférences chaque année. *Assurer le fonctionnement normal des cellules. *Assurer une inspection ordinaire à chaque enseignant tous les 3 ans. *Atteindre un taux de transition CM2/6^{ème} de 50.11% *Atteindre un taux de redoublement de moins 10% *Assurer la prise en charge et le suivi médical des élèves *Initier les élèves à la lecture et à la recherche. *Evaluer la qualité des enseignements.

Plan d'action : Elémentaire

Stratégie de développement du sous secteur	Champs d'intervention	Objectifs à réaliser
<ul style="list-style-type: none"> *Créer un cadre de concertation des différents partenaires de l'éducation *Tenir des rencontres de sensibilisation des collectivités locales. *Gérer rationnellement les ressources humaines *Créer un cadre de concertation, de prévention et de gestion des crises scolaires. *Développer la coopération décentralisée au profit de l'école. *Réactualisation des données statistiques scolaires pour au moins 05 ans. *Tenir des ateliers de réflexion sur les programmes d'enseignement et les emplois du temps *Procéder au redéploiement des enseignants en surnombre *Régler le problème de l'Etat civil des élèves. *Freiner l'absentéisme des enseignants des zones reculées. *Organiser des tests d'évaluation standardisés 2 fois par an *Redynamiser les structures de gestion du système (APE et CGE) 	G E S T I O N	<ul style="list-style-type: none"> *Gérer rationnellement les différentes interventions des partenaires de l'éducation *Amener les collectivités locales à intervenir régulièrement et de manière significative au profit de l'école *Redéploiement des enseignants pour augmenter le potentiel craie en main. *Prévenir les crises scolaires *faciliter les échanges scolaires et diversifier les partenaires *Créer une base de données scolaires *Assurer une bonne gestion pédagogique des différents programmes d'enseignement *Rendre effectif le démarrage des cours dès la rentrée scolaire *Trouver des extraits de naissance aux élèves dès le CE2 *Eviter le long séjour des VE pour percevoir en fixant une période de paiement des salaires. *Evaluer la qualité des enseignements *Rendre les APE et les CGE plus actifs.

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
A C C E S	Etendre toutes les écoles à cycle incomplet	<p>*Etendre toutes les écoles de 04 à 05 classes à 06 classes en 2004 ; soit l'ouverture de 45 nouvelles classes.</p> <p>*Etendre le 1/3 des écoles de 01 classe et 02 classes à 03 classes (20x2+18) ; soit 58 classes à ouvrir en 2004</p> <p>*Etendre le 1/3 suivant des écoles de 01 classe et 02 classes à 03 classes (20x2+18) ; soit 58 classes en 2005.</p> <p>*Etendre le dernier 1/3 des écoles de 01 classe et 02 classes à 03 classes (20x2+18) soit 58 classes en 2006</p> <p>*Etendre les écoles de 06 classes à 09 classes</p> <p>*Etendre les écoles de 09 classes à 12 classes en 2007</p>	ME/ DCES IDEN CL	2004 à 2007	ETAT BM Bailleurs Partenaires CL	<p>*Accroître l'offre éducative</p> <p>*Assurer le maintien des élèves avec la possibilité de redoublement</p> <p>*Rééquilibrer la Carte Scolaire</p>	<p>45+58 nouvelles classes en 2004</p> <p>58 nouvelles classes en 2005</p> <p>58 nouvelles classes en 2006</p>

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
A C C E S	*Remplacer les abris provisoires en classes construites	*Recherche de partenaires pour la construction de 30 salles de classe par an , en remplacement d'abris provisoires	ME/DCES CL	2004 à 2007	ETAT/ BM Partenaires	*Résorption totale des abris provisoires de 2003 à 2007	Construction de 30 salles de classe par an.
	*Atteindre 30% des classes en CDF soit 243 CDF	*Ouverture de 169 CDF supplémentaires, soit 42 CDF supplémentaires par an	IDEN	2004 à 2007	ETAT	Atteindre l'objectif de 30% des classes en CDF fixé par le PDEF	169 CDF ouverts s 42 par an
	Avoir 15% des classes en CMG soit 121 CMG	*Ouverture de 63 CMG supplémentaires, soit 16 CMG par an.	IDEN	2004 à 2007	ETAT	Atteindre l'objectif de 15% des classes en CMG fixé par le PDEF	63 CMG ouverts s 16 par an
	*Développer les écoles privées	*Faciliter et encourager les initiatives privées en allégeant les formalités d'ouverture *Ternir des journées de réflexion sur l'enseignement privé à l'élémentaire. *Accorder des subventions aux écoles privées *Impliquer le personnel dans les différentes formations.	ETAT CL IDEN	2004 à 2007	ETAT CL Partenaires	Ouverture d'écoles privées	Porter le nombre d'écoles privées à a moins 03 d'ici 2007

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
A C C E S	*Rendre l'école accessible à tous et assurer le maintien des élèves, surtout les filles	*Fixer les frais d'inscription en début d'année à 250f par élève *Subventionner toutes les fournitures scolaires à défaut d'une gratuité *Aider les filles en équipement	IDEN ME/DAGE CL Partenaires	2004 à 2007	ETAT CL Partenaires	*Inscriptions massives *Fournitures disponibles en début d'année	*Taux de fréquentation en début d'année
	*Ouvrir des écoles dans les poches de résistance	*Tenir des IEC dans le MYF pour freiner la fréquentation des écoles gambiennes *Tenir des journées de sensibilisation dans le Pathiana *Rendre les fournitures gratuites pendant les 03 premières années dans ces zones	IDEN CL	2004 à 2005	ETAT BM Partenaires	*Ecoles ouvertes etb effectivement fréquentées dans ces poches de résistance	Nombre d'écoles ouvertes
	*Réaliser l'objectif planifié du recrutement au CI	*Organiser des IEC et des campagnes d'inscription au CI en Mai et Octobre *Impliquer tous les partenaires et leaders d'opinions dans les campagnes d'inscription au CI *Instituer le Prix du plus grand nombre d'inscrits.	IDEN CL Partenaires	2004 à 2007	ETAT BM Partenaires CL	Inscriptions massives au CI	10.000 enfants inscrits en moyenne par an

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
A C C E S	*Faire adhérer les populations à l'école	*Tenir des rencontres de sensibilisation avec les APE et les CGE *Impliquer les populations dans la gestion de l'école et de son environnement.	IDEN CL Partenaires	2004 à 2007	ETAT CL BM	*Une population impliquée dans la gestion de l'école	14 rencontres tenues (Commune et CR) Nombre de visites de parents
	*Rouvrir toutes les écoles gelées faute de maître	*Rouvrir l'école de Diankancounda Oguel *Tenir une rencontre de sensibilisation au tour de l'école à Témento Dicory *Recruter suffisamment d'enseignants *Redéployer les enseignants	ME/DPRS (DRH) IDEN	2004	Partenaires CL	*Fonctionnement effectif de toutes les écoles gelées faute de maître	02 écoles dégelées en 2004
	*Renforcer l'accès et le maintien des élèves à l'école	*Doter 75% des écoles de cantines scolaires soit 184 cantines scolaires ; soit 129 cantines supplémentaires d'où l'ouverture de 32 cantines par an.	ME IDEN CL	2004 à 2007	ETAT UNICEF PAM	*Meilleure fréquentation de l'école par les élèves	32 cantines ouvertes et fonctionnelles par an

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
QUANTITE	*Doter 50% des écoles (122) de latrines	*Construction de 32 latrines par an *Trouver des fonds ou des partenaires pour la construction de ces latrines	ME/DCES CL	2004 à 2007	ETAT BM UNICEF CL Partenaires	50% des écoles sont dotées de latrines fonctionnelles	32 latrines construites par an
	*Doter 50% des écoles (122) de clôture	*Construction de 32 clôtures par an *Recherche de fonds ou de partenaires pour la construction de ces clôtures	ME/DCES CL	2004 à 2007	ETAT BM UNICEF CL Partenaires	50% des écoles sont dotées de clôtures	32 clôtures construites par an
	*Doter 50% des écoles (122) de point d'eau	*Recherche de fonds ou de partenaires pour la réalisation des points d'eau	ME/DCES CL	2004 à 2007	ETAT BM UNICEF CL Partenaires	50% des écoles sont dotées de points d'eau	32 points d'eau disponibles par an
	*Avoir un ratio de 02 élèves par table-banc	*Achat de 15.565 tables – bancs soit 3.891 tables- bancs supplémentaires par an.	ME/DCES CL	2004 à 2007	ETAT BM Bailleurs CL Partenaires	Avoir un ratio de 02 élèves par table – banc	3.891 tables - bancs disponibles par an
	*Avoir un ratio d'un élève/1 manuel	*Achat de 22.284 manuels de lecture, soit 5.571 manuels supplémentaires par an. *Achat de 31.095 manuels de calcul, soit 7.774 manuels supplémentaires par an.	ME/ DAGE CL	2004 à 2007	ETAT BM Bailleurs CL Partenaires	Avoir un ratio de 1 élève/1 livre de lecture 1 élève/1 livre de calcul	5.571 manuels de lecture par an 7.774 manuels de calcul par an

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
Q U A L I T E	*Avoir un ratio d'un élève/1 manuel	*Achat de 20.140 manuels d'éveil, soit 5.035 manuels supplémentaires par an	ME/DAGE CL	2004 à 2007	ETAT BM CL Bailleurs Partenaires	*Avoir un ratio 1 élève/1 manuel	5.035 manuels achetés par an
	Avoir un ratio un inspecteur/110 maîtres craie en main	*Affectation de 03 inspecteurs supplémentaires	ME/DPERS/ (DRH)	2004 à 2007	ETA BM	*Un ratio acceptable et un encadrement pédagogique renforcé	Nombre d'inspecteurs affectés
	*Doter toutes les écoles de projets financés	*Elaboration de 222 projets supplémentaires, soit 56 projets par an. *Formation de tous les Directeurs d'école plus un adjoint (444 personnes) en technique d'élaboration de projet d'école, soit 111 par an	IDEN PRF	2004 à 2007	ETAT BM Partenaires	*Projets élaborés correctement et agréés	56 projets réalisés par an 111 Directeurs et adjoint formés par an
	*Renforcer les qualités de l'enseignement	*Organisation de sessions de formation pour maîtres *Organisation de sessions de formation sur la gestion des structures pour les Directeurs.	IDEN EFI PRF	2004 à 2007	ETAT BM Partenaires	*Une bonne formation pédagogique en phase avec les objectifs du PDEF	01 session en début d'année pour les Directeurs , 3 sessions de formation par an pour les maîtres.

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
Q U A L I T E	*Atteindre un taux de transition CM2/6 ^{ème} de 50.11%	*Accentuation des cours de renforcement *Organisation d'évaluations au niveau départemental *Dotation des élèves en manuels de CM1 et CM2 *Renforcement des inspections ordinaires *Instauration d'un Prix pour les meilleurs résultats au CM2 *Redynamisation des cellules d'animation pédagogique	Equipe pédagogique IDEN	2004 à 2007	ETAT Partenaires Bailleurs	*Un bon taux de transition CM2/6 ^{ème}	Progression de 01.5 par an 01.29% de réduction par an
	Baisser le taux de redoublement à 10%	*Encadrement renforcé des élèves *Beaucoup d'exercices à faire à la maison *Diminution de 1,29% par an du taux de redoublement	Equipe pédagogique IDEN	2004 à 2007	ETAT Partenaires Bailleurs	*Avoir un taux de redoublement de 10%	Le nombre de redoublants par an

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
QUALITE	*Assurer la prise en charge et le suivi médical des élèves	*Création d'une IME *Recrutement de 3 infirmiers *Recrutement d'un médecin *Ouverture d'une pharmacie scolaire départementale subventionnée par l'IDEN *Mise en place d'une boîte pharmaceutique au niveau des écoles	ME DCMS DAGE IDEN CL Directeurs d'école	2004 à 2007	ETAT BM Bailleurs Partenaires CL APE	*Assurer la prise en charge médicale des élèves	*La création de l'IM *309 boîtes à pharmacie disponibles, soit 80 par an
	*Ouvrir et équiper des bibliothèques scolaires dans les écoles élémentaires	*Ouverture de bibliothèques dans 75% des écoles (184), soit 46 bibliothèques par an *Equipement de ces bibliothèques en manuels scolaires	ME DAGE Partenaires CL	2004 à 2007	BM ETAT Partenaires CL	*Avoir des bibliothèques équipées dans les écoles	*46 bibliothèques ouvertes par an
QUALITE	*Ouvrir des bibliothèques scolaires dans les écoles	*Instauration d'heures de lecture expliquée *Instauration d'un système de prêt de manuels pour la lecture à la maison	Equipe pédagogique	2004 à 2007	-	*Un bon niveau des élèves	*La hausse des résultats scolaires
	*Organiser des évaluations à caractère départemental	*Administration d'épreuves standardisées dans toutes les disciplines *Organisation d'évaluations 2 fois dans l'année scolaire	IDEN EPD EPL	2004 à 2007	Partenaires BM CL	*Le niveau réel des élèves affiché	*Nombre d'essais organisés par an.

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
G E S T I O N	*Gérer rationnellement les différentes interventions des partenaires de l'éducation	*Création d'un comité de coordination *Instauration d'une concertation entre les partenaires de l'éducation *Listing des partenaires et diffusion des listes *Orientation des interventions des partenaires en fonction des priorités.	IDEN Partenaires CL	2004 à 2005	Partenaires CL	*Une orientation judicieuse de l'aide des partenaires	*Tenue de 02 réunions au moins par an avec les partenaires
	*Amener les collectivités locales à intervenir régulièrement et de manière significative au profit de l'école	*Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation sur la décentralisation. *Sensibilisation des CL sur les compétences transférées, les enjeux du PDEF et ce qu'on attend des CL	IDEN CDCS CL	2004	BM ETAT CL Partenaires	*Une meilleure implication des CL dans la gestion de l'école	14 rencontres tenues (Commune et CL)

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
G E S T I O N	*Gérer rationnellement les ressources humaines	*Redéploiement du surplus d'enseignants dans la Commune *Ouverture d'écoles dans les villages non polarisés *Application du ratio de surveillants et redéploiement du surplus	IDEN	2004 à 2005	-	*Un redéploiement du surplus d'enseignants	Inexistence de surplus dans les écoles
	*Atténuer les perturbations scolaires dues aux grèves et autres	*Création d'un comité départemental de prévention, de gestion et de suivi des crises scolaires *Tenue de rencontres périodiques de concertation	IDEN Syndicats Partenaires APE/Départ. Elèves	2004 à 2007	-	*une situation scolaire maîtrisée	Une rencontre avec élèves et partenaires tous les deux mois
	*Développer la coopération décentralisée au profit de l'école	*Organisation de voyages de jumelage en compagnie des Corps d'Inspection *Recherche de partenaires *Elaboration d'un plan de développement de l'éducation à soumettre aux partenaires		2004 à 2007	CL	*Des partenaires disponibles et engagés	Nombre de voyages/jumelages organisés

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
G E S T I O N	*Créer une base de données scolaires	*Recherche les données sur les 05 dernières années *Exploitation de tous les documents disponibles *Sollicitation du niveau central (DPRE) *Stockage dans ordinateur des données réunies	IDEN Planificateur	2004	BM ETAT Partenaires	*Données disponibles sur les 10 ans	Existence de données collectées sur les cinq dernières années
	*Tenir des ateliers de réflexion sur les programmes d'enseignement et les emplois du temps	*Organisation de journées de réflexion sur la gestion pédagogique des différents programmes d'enseignement *Elaboration d'emplois du temps pour la conduite des différents programmes	IDEN EPD CL Syndicats Partenaires	2004	BM ETAT Partenaires	*Une gestion équilibrée des temps d'enseignement des différents programmes	Des emplois du temps et des programmes élaborés

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
G E S T I O N	* Rendre effectif le démarrage des cours dès la rentrée scolaire	<p>*Redéploiement des enseignants aussitôt après les deux mouvements</p> <p>*Arrêt du recrutement au CI une semaine après l'ouverture</p> <p>*Désherbage des écoles 15 jours avant la rentrée avec l'appui des APE</p> <p>*Mise en place des fournitures scolaires dans la semaine de l'ouverture des classes</p> <p>*Echelonnement du versement des frais d'inscription durant l'année scolaire</p> <p>*Tenure de rencontres préparatoires pour la rentrée scolaire avec les APE</p> <p>*Organisation de tournées de rentrée chaque année une semaine après l'ouverture</p>	<p>IDEN</p> <p>APE</p> <p>Directeurs d'école</p> <p>CL</p>	2004 à 2007	<p>Partenaires</p> <p>APE</p> <p>CL</p>	*Démarrage effectif des cours dans la semaine de l'ouverture	<p>Affichage réglementaire disponible</p> <p>Exercices écrits dès deuxième semaine.</p> <p>Toutes les écoles visitées par les Corps d'Inspection et les C</p>

FICHE ACTION : Enseignement élémentaire

Composante	Objectifs	Description des activités	Responsable mise en œuvre	Calendrier d'exécution	Financement	Résultats attendus	Indicateurs de suivi
G E S T I O N	*Régler le problème de l'Etat civil des élèves	*Sensibilisation des parents d'élèves sur l'importance de l'extrait de naissance pour la poursuite des études de l'élève *Multiplication de stratégies pour l'obtention de la pièce (carnet d'école).	IDEN EPD APE CL Tribunal régional	2004 à 2007	BM CL Partenaires	*Tous les élèves arrivent au CM2 avec un extrait	Tous les élèves de CM1 et CM2 disposent d'extrait de naissance. Carnet d'école opérationnelle
	*Freiner l'absentéisme des enseignants des zones reculées	*Paiement des salaires par la mise en place à temps des budgets. *Paiement de tous les salaires au plus tard le 05 de chaque mois.	IDEN	2004 à 2007	-	*Moins d'absences	Statistiques des absences et des retards
	*Evaluer la qualité des enseignements	*Organisation de tests d'évaluation standardisés 2 fois par an *Instauration de prix pour créer l'émulation.	IDEN EPD Partenaires Directeurs d'écoles CL	2004 à 2007	BM CL Partenaires	*Avoir une idée exacte du niveau des élèves dans chaque matière	Organisation de 02 tests par an
	*Redynamiser les structures de gestion du système	*Tenue de réunions de sensibilisation sur les missions des CGE, CLEF et CDCS * Exposés sur la décentralisation et le PDEF dans chaque chef lieu de communauté rurale	IDEN EPD CL EPL	2004 à 2007	BM ETAT Partenaires	*une meilleure implication des structures de gestion	Rencontre élargie au CDCS par an Une rencontre par arrondissement par

Annexe 7 : Formulaire de rapport de synthèse (visite de classe)*Inspection d'Académie de Kolda**Inspection départementale de l'Education de Kolda***VISITE DE CLASSE****RAPPORT DE SYNTHESE DU AU**

Prénoms et Nom du CP : Nombre de rapports :

Rubriques	Appréciations				Observations et propositions
	S	AS	PS	PDS	
<i>1. Organisation de la classe</i>					
Programmation					
Préparation					
Maîtrise des données					
<i>2. Activités pédagogiques observées</i>					
Objectifs					
Moyens					
Démarche					
Evaluation					
<i>3. Régularité et qualité du travail</i>					
Assiduité					
Travail écrit					
Volume					
Régularité					

Entretien :

.....

.....

.....

.....

Signature

Annexe 8 : Formulaire rapport de visite de classe

Inspection d'Académie de Kolda

Inspection départementale de l'Education de Kolda

RAPPORT DE VISITE DE CLASSE

1. IDENTIFICATION

Zone d'intervention :

Arrondissement :

Communauté rurale / commune :

Cellule mère de :

Ecole de :

Statut : Traditionnel Pilote Privé Public

Nombre de classes : Construites : Abris :

Classes spéciales : CDF Responsable :
CMG Responsable :

Maître encadré : Prénoms : NOM :

Grade : Matricule :

Cours tenu : Effectif : Garçons : Filles :

Présents : Garçons : Filles : Total : % :

Date de la visite :

Observations (taux de présence – redynamisation des activités favorisant une large inscription des filles) :

2. CONDITION DE TRAVAIL ET D'ETUDE

	TS	S	AS	PS	PDS	Observations
Etat du matériel et des équipements						
Entretien de la classe						
Ratio élève / manuel						
Ration élève / table-banc						
Taux de fréquentation mensuelle						
Stage ou recyclage	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>					
Nature :	Date :					
Formation pédagogique initiale :	Oui Non					
Nature :	Date					
Autres formations :						

3. GESTION DE LA CLASSE

A. Documents du maître

	Disponible		Tenue					Observations
	Oui	Non	TS	S	AS	PS	PDS	
Cahier de préparation des leçons								
Cahier journal								
Règlement intérieur								
Registre d'appel								
Cahier de conseil								
Gestion du patrimoine								
Cahier de roulement								
Cahier de visiteurs								
Cahier de recherches								
Cahier de compte rendu de rédaction								

B. Affichage réglementaire

	TS	S	AS	PS	PDS	Observations
Liste nominative (âge et sexe)						
Règlement intérieur						
Emploi du temps						
Récitation / Chant						
Répartition mensuelle						
Nettoyage						
Tableau du patrimoine						
Tableau des statistiques						

C. Travaux écrits

a) Devoirs / Leçons

PRODUCTIONS	APPRECIATIONS					Pertinence	
	Volume - régularité					Non	Oui
	TS	S	AS	PS	NS		
Devoirs							
Rédaction							
Leçons							
Dessin / TM							
Formation pratique							
Autres							

b) Compositions

<i>Composition</i>	<i>Réalisée</i>	<i>Non réalisé</i>
1 ^{ère} composition		
2 ^e composition		
3 ^e composition		

c) Remédiation / Consolidation

<i>Activités ciblées</i>	<i>Pertinence</i>	
	Oui	Non
Mathématiques		
Français		
Autres		

Appréciations :

.....

.....

4. ACTIVITES PEDAGOGIQUES

<i>Eléments d'analyse</i>		<i>Constat</i>	<i>Recommandations</i>
Objectifs			
Moyens	Matériel	Collectif	
		Individuel	
	Pédagogique		
Démarche			
Evaluation			

Appréciations :

.....

5. EVALUATION DE LA VISITE ET PROPOSITIONS D'AMELIORATION

A. Problèmes identifiés :

1.
2.
3.
4.
5.
6.

B. Mesures préconisées

- A revoir :
- CP
- EPD
- Session de formation
- Intervention PR
- A encourager

L'intéressé (lu et pris copie)

Le Conseiller pédagogique

Ampliations :

- Intéressé
- EPD
- IDEN
- EDM

Annexe 9 : Formulaire rapport de visite de cellule

Inspection d'Académie de Kolda

Inspection départementale de l'Education de Kolda

RAPPORT DE VISITE DE CELLULE

I. ZONE D'INTERVENTION

Arrondissement Commune Communauté rurale

Cellule visitée : Date :
 Nombre d'écoles polarisées : Nombre d'écoles absentes :
 Total des présents : Total des absents : Taux de fréquentation :
 Prestataire : Cours :

II. ACTIVITES OBSERVEES

Thème (Exposé) :
 Discipline abordée :
 Titre de la leçon :

III. PROBLEMES IDENTIFIES

Nature	Solutions	Observations
1		
2		
3		
4		

IV. POINTS DE DESACCORD

1.
 2.
 3.
 4.

V. PROPOSITIONS DE REMEDIATION

Visite de terrain par l'EPD
 Journée d'étude CP/EPD
 Session de formation
 Intervention d'une PR

Le Responsable de la CAPC

Lu et pris copie

Le Conseiller pédagogique

Ampliations :

- IDEN /KD
- A&A
- Responsable de la CAPC

Documentation consultée

- ADEA (2003). *Le défi de l'apprentissage : améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne* – Document de discussion de la 6^e Biennale, Grand Baie Ile Maurice
- AFES (2004). *Projet de sauvegarde des jeunes filles de la Langue de Barbarie*, Saint-Louis
- CR Néttéboulou (2004). *Document pré diagnostic pour la journée de concertation locale sur l'éducation*
- IA Kolda (2004). *Plan Régional de Développement de l'Education*
- IA Tambacounda (2004). *Plan Régional de Développement de l'Education*
- IDEN Bakel (2004). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Bambey (2004). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Dagana (2004). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Diourbel (2004). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Guédiawaye (2004). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Kédougou (2004a). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Kolda (2004a). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Kolda (2004b). *Plan Départemental de Développement de l'Education*
- IDEN Mbacké (2004). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Saint-Louis 1 (2004). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Saint-Louis 2 (2004a). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Saint-Louis 2 (2004b). *Le PDDE 2004-2007 de Saint-Louis 1 et 2*
- IDEN Saint-Louis 2 (2004c). *Plan d'action qualité 2004*, Saint-Louis
- IDEN Saint-Louis 2 (2004d). *Rapport sur le recrutement au CI 2004*, Saint-Louis
- IDEN Sedhiou (2004). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Tambacounda (2004a). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- IDEN Tambacounda (2004b). *Plan Départemental de Développement de l'Education*
- IDEN Kédougou (2004b). *Plan Départemental de Développement de l'Education*
- IDEN Vélingara (2004). *Fiche d'exécution technique du Plan qualité 2004*
- Institute for International Research Consortium (2003). *Improving Educational Opportunities for Girls – Lessons from the Past Decade*
- ME (2004). *Lettre de politique générale pour le secteur de l'éducation et de la formation*, Dakar (version Avril)
- ME/DPRE (2004a). *Analyse du secteur de l'éducation*, Dakar, CREA
- ME/DPRE (2004b). *Mission conjointe de supervision préparatoire de la 4^e revue annuelle du PDEF- Récapitulatif des principales conclusions et recommandations*
- ME/MEPCTP/MFPPPALN (2002). *Programme de développement de l'éducation et de la formation (Education pour Tous)*, Dakar
- NIANE, B. (2003). *Dévolution de pouvoirs à la base ; nouvelles responsabilités et développement des capacités locales pour ancrer la citoyenneté scolaire*, Document d'appui 6^e Biennale ADEA
- UNESCO (2003). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2003/04*, Paris, Unesco
- UNICEF (2003a) *Initiative pour l'éducation des filles en Afrique de l'Ouest et Centre* (www.unicef.org/french/presse)
- UNICEF (2003b). *Rapport d'évaluation de l'IEFA au Sénégal*, Dakar, Unicef
- UNICEF (2004). *La situation des enfants dans le monde 2004*, New York, Unicef

Sites Web

- www.unicef.org/french
- www.adeanet.org
- www.unesco.org
- www.undp.org
- www.pnbg.sn
-